

Rapport annuel 2012

			
Pôle lecture	Pôle Recherche et Action solidaire	Centre International du Crédit Mutuel	Programme Haïti

Le présent rapport annuel présente les actions menées en 2012 dans le cadre de la Fondation du Crédit Mutuel au travers des différents axes : pôle Lecture, pôle recherche et Action solidaire, Centre international du Crédit Mutuel, programme Haïti.

La comptabilité de la Fondation du Crédit Mutuel est présentée en regard de la comptabilité de la Fondation de France.

Concernant le CICM, les éléments financiers ne concernent que les flux entre le Crédit Mutuel et la Fondation de France. Les comptes détaillés du CICM sont présentés dans un rapport annuel séparé (parution le 25 juin 2013) où figurent les autres bailleurs.

SOMMAIRE

Présentation de la Fondation	2
• Le CICM	3
• Le pôle Lecture	4
• pôle Recherche et Action solidaire	5
• Haïti	6
Le Centre International du Crédit Mutuel	7
• Missions et organisation	7-11
• Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit	12-13
• Crédit Mutuel de Centrafrique	14-15
• Crédit Mutuel du Niger	16-17
• Mutuelles camerounaises d'épargne et de crédit	18-19
• Crédit Mutuel du Burkina Faso	20-21
• Crédit Mutuel Kampuchea	22-23
• MSCCP	24-25
• SIIMEC	26-27
Pôle Lecture de la Fondation	28
• Données générales	28-32
• Les actions	33
• Lire la Ville	33-35
• La voix des Lettres	35-40
• Vaincre l'Illettrisme	41-48
Pôle Recherche et Action solidaire	49
• Données générales	49-50
• Les actions	51-58
• Think tanks	51-52
• Soutien à la recherche	52-55
• Soutien aux structures de l'économie sociale	55-56
• Actions solidaires	57-58
Ensemble reconstruisons Haïti	59
• Hôpital français de Port-au-Prince	59
• Quelques repères historiques	61
• Tableau des travaux à l'Hôpital français.	62
• Programme de construction de 154 logements à Lafiteau	63-64

Créée début 2009 et placée sous l'égide de la Fondation de France, la Fondation du Crédit Mutuel regroupe différents axes du mécénat national du Crédit Mutuel :

1 la création et la pérennisation de réseaux mutualistes d'épargne et de crédit pour contribuer à l'indépendance financière des populations dans les pays émergents qui lui en font la demande via le Centre International du Crédit Mutuel (CICM);

2 la promotion de la lecture et de la langue française sous toutes les formes avec le pôle Lecture;

3 le soutien à la recherche et à la lutte contre l'exclusion économique et sociale avec le pôle Recherche et Action solidaire ;

4 et, depuis 2010, la Fondation du Crédit Mutuel soutient également le programme «Ensemble, reconstruisons Haïti ».

MEMBRES DU COMITE EXECUTIF

M. PFLIMLIN Etienne,

Président de la Fondation du Crédit Mutuel

M. LEROYER Daniel,

Président de la Fédération Maine-Anjou, Basse-Normandie

M. VASSEUR Philippe,

Président de la Fédération Nord Europe

Mme FAURE-POIRÉE Colline,

Directrice éditoriale Haute enfance Editions Gallimard

Mme Monique GROC,

Vice-Présidente de la Fédération Midi - Atlantique

M. LEBÈGUE Daniel,

Président de l'IFA

Assistent également aux réunions du Comité exécutif :

Mme MUCHERY Marie-Laure

Représentante de la Fondation de France

Mme Kerr Marie-Lorraine

Déléguée du pôle Lecture

M GAUTHIER Yann

Directeur du CICM

DELEGUE GENERAL DE LA FONDATION

M MONOT Frédéric

Le Centre International du Crédit Mutuel



Créé en 1979, le **Centre International du Crédit Mutuel (CICM)** est une association à laquelle participent les 18 groupes régionaux du Crédit Mutuel. Son objectif est la mise en place et la pérennisation de réseaux mutualistes d'épargne et de crédit pour contribuer à l'indépendance financière des populations dans les pays émergents qui lui en font la demande.

■ **il participe à la promotion du mutualisme...**

La participation active des sociétaires à la gestion de la Caisse locale dont ils sont membres illustre la logique du système mutualiste. Les populations locales prennent ainsi en main, à terme, leur propre développement.

■ **...tout en ayant une approche professionnelle et pérenne**

Le CICM propose des outils modernes et des formations afin de permettre l'indépendance de leur système financier. Le savoir-faire du Crédit Mutuel permet aux cadres expatriés de former les salariés locaux et de leur faire valoir l'importance de l'épargne.



Le pôle Lecture



Actif sur le terrain depuis 1992, le **Pôle Lecture** a pour mission de permettre à tous l'accès à la lecture et au plaisir de lire. Elle s'articule autour de trois programmes : **Lire la Ville, Prévenir l'illettrisme, La voix des Lettres.**

■ **Lire La Ville** fait lire et écrire des milliers d'élèves à partir d'un point du programme scolaire en lien avec leur environnement proche.

■ **Prévenir l'illettrisme** permet de lutter contre l'exclusion par la lecture. Des associations vont à la rencontre des familles, en s'appuyant sur les structures existantes, services de la petite enfance, bibliothèques ... et sensibilisent les enfants dès le plus jeune âge au livre et à la lecture.

■ **La voix des Lettres** permet de soutenir des actions innovantes dans le domaine de la lecture (prix, lectures à haute voix...).



FONDATION DU CREDIT MUTUEL
SOUS L'ÉGIDE DE LA FONDATION DE FRANCE

Recherche et
Action solidaire

Le pôle Recherche et Action solidaire



Créé en 2009, le **pôle Recherche et Action solidaire** permet de soutenir les laboratoires d'idées investis dans les questions européennes et internationales, les travaux de recherche dans les domaines de l'économie, de la finance et de la coopération, les structures de l'économie sociale ainsi que certaines actions de solidarité au travers du Prix de la Solidarité.



HAÏTI



La fondation soutient aussi, depuis le séisme intervenu en Haïti le 12 janvier 2010, l'association « Saint-Martin Avenir et développement – solidarité Haïti » au travers de son programme « **Ensemble, reconstruisons Haïti** ».

A ce titre, à la suite d'une mobilisation de l'ensemble du groupe Crédit Mutuel et d'un appel à don auprès des sociétaires du Crédit Mutuel, la Fondation a pu financer le projet de reconstruction de l'Hôpital français de Port-au-Prince, l'a aidé à retrouver son autonomie et poursuit le financement d'un quartier d'habitations de 154 logements à Lafiteau.

I : LE CENTRE INTERNATIONAL DU CREDIT MUTUEL



Créé en 1979, le Centre International du Crédit Mutuel (CICM) est une association à laquelle participent les 18 Groupes régionaux de Crédit Mutuel, la Confédération Nationale et la Caisse Centrale du Crédit Mutuel. Sa mission vise à favoriser la création et la pérennisation de réseaux mutualistes d'épargne et de crédit pour contribuer à l'indépendance financière des populations dans les pays émergents qui lui en font la demande. Les principes d'action du CICM sont liés aux valeurs coopératives et mutualistes : proximité, démocratie, subsidiarité et solidarité. La transmission pédagogique de ces valeurs est un moteur essentiel de l'action du CICM.

Depuis 2009, le CICM constitue l'un des pôles de la Fondation du Crédit Mutuel qui abrite son action au sein de la Fondation de France.

Mission et organisation du Centre International du Crédit Mutuel

Le Centre International du Crédit Mutuel est une émanation du groupe Crédit Mutuel. Son objectif est double :

- mettre en place et pérenniser des réseaux mutualistes d'épargne et de crédit
- et, conséquemment, contribuer à l'indépendance financière des populations dans les pays émergents qui lui en font la demande.

L'intervention du CICM peut prendre deux formes :

- une création ex-nihilo,
- une assistance à des mouvements coopératifs existants.

La formation des cadres de ces mouvements, qu'ils soient élus ou salariés, est l'un des fondements de l'intervention du CICM. Sous l'angle de la personne, le principe constructeur de ces réseaux repose sur une épargne préalable génératrice de crédit. Sous l'aspect macro-économique, le CICM prône la mobilisation de l'épargne intérieure comme alternative durable aux financements externes. Indépendance financière, mais aussi indépendance dans la gestion au quotidien du système financier : le but est la prise en charge, à terme, par les populations locales de leur propre développement. C'est la logique du système mutualiste fondé sur la participation active des sociétaires à la gestion de la caisse locale dont ils sont membres.

En une trentaine d'années le CICM a développé des structures techniques ou de concertation qui permettent aux différents mouvements où il intervient d'échanger services, expériences et bonnes pratiques et de se roder à la gouvernance collective.

Une structure associative

Le CICM est une structure associative qui dispose d'un Conseil d'Administration composé de représentants de l'ensemble des Fédérations du Crédit Mutuel. Personne morale, il noue également des relations avec les bailleurs de fonds actifs sur l'aide aux pays émergents.

Opérateur et bailleur de fonds

Les Fédérations du Crédit Mutuel choisissent d'adhérer au CICM et de participer à ses activités. Elles participent à l'Assemblée Générale et abondent au budget. Le cas échéant, elles détachent un ou plusieurs cadres auprès du CICM pour des missions dans les réseaux partenaires. Des subventions, accordées par des bailleurs de fonds publics français ou internationaux, permettent au CICM d'accroître sa capacité de financement et d'intervention dans les réseaux mutualistes partenaires. Le CICM est à la fois opérateur et bailleur. Les ressources propres du CICM lui garantissent une certaine indépendance et de l'objectivité dans la gestion des réseaux et de ses partenaires externes.

Le Conseil d'Administration du Centre International du Crédit Mutuel

Président

André HALIPRÉ

représentant la Fédération Nord Europe

Vice-présidents

Monique GROC

représentant la Fédération Midi - Atlantique

Daniel LEROYER

représentant la Fédération Maine-Anjou, Basse-Normandie

André GERWIG

représentant la Fédération Centre Est Europe

Trésorier

Jean-Louis GIRODOT

représentant la Fédération Ile de France

Secrétaire

Jean-Pierre MENANTEAU

représentant la Fédération Anjou

Administrateurs

Philippe ARNAUDET

représentant la Fédération du Sud-Ouest

Jean-Pierre CORLAY

représentant la Fédération de Bretagne

Alain DELSERIEYS

représentant la Caisse Centrale du Crédit Mutuel

François DURET

représentant la Fédération du Centre

Pierre FILLIGER

représentant la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranéen

Monique FILLOT

représentant la Fédération du Sud-Est

Pierre JULIUS

représentant la Fédération Antilles Guyane

Gilles LE NOC

représentant la Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Albert PECCOUX

représentant la Fédération Savoie-Mont Blanc

Annie ROLLIN

représentant la Fédération Massif Central

Eckart THOMÄ

représentant la Fédération de Normandie

Claude VIBERT

représentant la Fédération Loire-Atlantique et du Centre-Ouest

Michel VIEUX

représentant la Fédération Dauphiné-Vivarais

Marie-Armelle VINCENDEAU

représentant la Fédération Océan

Une organisation légère et décentralisée

Le CICM s'appuie sur une équipe permanente de cinq personnes basées à Paris et sur des expatriés responsables des projets dans les réseaux partenaires. L'équipe permanente assure la continuité des

missions et procure un recul indispensable dans l'accompagnement des réseaux sur le terrain. Adossé au Crédit Mutuel, le CICM dispose d'une indépendance institutionnelle, financière et commerciale qui représente un gage d'efficacité et d'intégrité.

Les principes d'action du CICM

Les principes d'action du CICM sont liés aux valeurs coopératives et mutualistes. La transmission pédagogique de ces valeurs est un moteur essentiel de l'action du CICM.

La proximité

Le CICM a pour vocation de faciliter la bancarisation des populations d'un territoire, quelles que soient leurs origines sociales ou leurs moyens financiers. Ce service doit répondre aux besoins du plus grand nombre, en matière de coût comme de fonctionnalités. L'ouverture de Caisses et de points de vente se fait au plus près des populations et dans des configurations adaptées aux spécificités locales : implantation des guichets, horaires d'ouverture, etc... Les élus traduisent les besoins des sociétaires qu'ils représentent, les salariés quant à eux adaptent l'offre pour répondre à ces besoins identifiés. Ainsi, les différents réseaux du CICM proposent des produits adaptés et spécifiques.

La démocratie

La souscription d'une part sociale fait de chaque sociétaire un bénéficiaire, mais aussi un copropriétaire de sa Caisse. Le Conseil d'Administration, constitué de sociétaires élus en Assemblée générale sur le principe «un homme, une voix», est responsable juridiquement de la gestion de la Caisse. La gouvernance mutualiste, démocratique, responsabilise sociétaires et élus sur la gestion collective de l'épargne. La complémentarité des fonctions et des compétences entre les dirigeants salariés et les dirigeants élus bénévoles, permet d'assurer un équilibre des pouvoirs qui est aussi une forme de sécurité.

La subsidiarité

La subsidiarité est un principe de délégation verticale des pouvoirs permettant aux Caisses locales de déléguer une partie de leur compétence aux fédérations. Elle s'exerce lorsque la Caisse ne peut assumer l'entière responsabilité d'une mission de manière efficace et inversement. La pratique quotidienne du CICM en est elle-même une illustration de la subsidiarité : dès qu'un réseau exprime le souhait de s'approprier un champ de compétences ou un outil, le CICM lui en transfère la responsabilité s'il considère qu'il est mature pour en assumer la charge.

La solidarité

Le mutualisme est fondé sur la solidarité entre membres. L'épargne disponible dans une caisse est mutualisée et redistribuée sous forme de crédit. A l'échelon local, les sociétaires sont solidaires en cas de déficit de la Caisse, tout comme les Caisses sont solidaires entre elles dans le cadre d'une fédération. Les réseaux mutualistes n'envisagent pas la rentabilité économique comme une fin en soi mais ils évaluent la rentabilité sociale de leur activité. A titre d'exemple, le résultat bénéficiaire d'une Caisse peut financer le fonctionnement d'une autre Caisse qui ne serait pas économiquement rentable, mais socialement utile.

Une approche métier rigoureuse

La profession bancaire est très réglementée en raison des risques qu'elle peut faire courir sur la stabilité économique, sociale et politique d'un pays. La rigueur de gestion est la première qualité bancaire, notamment dans l'appréciation des risques et le respect des ratios prudentiels. Anticipant parfois les réglementations nationales, le CICM, grâce aux outils qu'il génère et au travail de ses expatriés, développe le professionnalisme des institutions qu'il assiste et assied sur des bases solides les mouvements qu'il crée.

Informatisation

Dès janvier 1995, le CICM lance le projet de doter ses réseaux d'un logiciel capable de gérer et de sécuriser les opérations de retraits/dépôts et des produits de crédit simples. Sur ces bases naît le

logiciel SiBanque en octobre 1995. En 2001, SiBanque 2 est mis en service et, permet de réaliser à la fois des opérations de guichet (gestion des membres, gestion des produits...) et d'opérer un suivi de gestion des caisses. SiBanque 2 permet également d'assurer la comptabilité et de consolider les comptes d'un ensemble de caisses. 2008 a été l'année du lancement du projet SiBanque 3. L'ensemble a été migré sur une nouvelle base de données et le langage de programmation a été modifié pour mieux s'adapter aux besoins d'évolution.

Il offre des fonctions de gestion centralisée, notamment la mise à jour des versions et du paramétrage, la gestion des sauvegardes. Il permet également de gérer les flux monétiques.

Depuis 2002, la propriété de ce logiciel a été transférée à la Société d'Ingénierie et d'Informatique des Mutuelles d'Épargne et de Crédit (SIIMEC) dont les réseaux utilisateurs et le CICM sont actionnaires. C'est sur cette société, basée à Dakar, que repose désormais la charge de développer et de faire évoluer SiBanque en fonction des besoins exprimés par les réseaux qui en sont à la fois clients et actionnaires.

Formation

La formation a joué et joue un rôle primordial dans l'essor des réseaux du CICM. Dans des pays dépourvus de banque de détail, il est souvent difficile d'identifier des compétences adaptées. La première tâche des chefs de projet est de recruter et de former des salariés aux métiers exigeants de la banque. Dans cette formation, l'accent est mis sur la relation aux sociétaires et la pédagogie dont chacun doit faire preuve. Dans une institution mutualiste, le guichetier n'est pas un simple distributeur. Chaque salarié doit acquérir des compétences bancaires de base, une certaine dextérité informatique et s'imprégner de la confidentialité indispensable à une relation de confiance. L'objectif du CICM étant l'autonomie des réseaux, le transfert des leviers de commande à des cadres locaux nécessite un investissement managérial et technique régulier et adapté au développement des organisations.

Produits spécifiques

Les réseaux du CICM démarrent avec des produits de base : un livret d'épargne et une offre crédit. Avec la maturité, ils développent des produits plus élaborés comme des comptes à terme ou des crédits à l'habitat. Ces produits répondent aux besoins spécifiques des sociétaires et identifiés par le Conseil d'Administration. Par exemple, en Afrique, le système de «prêt à risque nul», garanti par l'épargne du sociétaire et accompagné de procédures simplifiées est très prisé. Il permet aux sociétaires de repousser des sollicitations familiales en arguant du remboursement d'une dette tout en préservant l'épargne. Adossé à des contraintes sociales, ce produit n'aurait pas pu être imaginé sans l'aide des élus.

Couverture du risque crédit

La profession bancaire est encadrée par des ratios qui évitent que les risques encourus ne mettent en péril l'organisation. Le risque crédit est le souci majeur des réseaux mutualistes. En effet, l'argent prêté est l'épargne des autres sociétaires que la caisse locale se doit de protéger. L'octroi d'un crédit procède d'une autorisation délivrée par un Comité de crédit composé d'élus et de salariés après entretien et étude technique. La décision est collective car elle fait courir un risque à la caisse : elle implique les salariés en tant que techniciens et les élus en tant que garants de l'épargne collectée.

Pour mettre en place les procédures nécessaires à la protection de l'épargne, les chefs de projets du CICM apportent la technicité et l'expérience du Crédit Mutuel.

Lutte contre le blanchiment

Un autre risque majeur lié à l'activité bancaire est le blanchiment. Bien que les activités transfrontalières des réseaux soient limitées, c'est une préoccupation très actuelle. Si les revenus des diasporas en occident sont une manne considérable pour le développement local, des fonds suspects peuvent tenter de s'immiscer dans ces transferts familiaux. Le réseau des MUCODEC au Congo a mis en place un dispositif de vérification et de suivi des opérations internationales. De même pour tout

ce qui concerne les opérations de dépôts ou transactions en espèces via Western Union, chaque mouvement a adopté des procédures conformes à la législation locale et internationale.



Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit

Superficie : 342 000 km²

Population : 4,36 millions d'habitants

PIB par hab. en 2011 : 4 600 \$

Taux de croissance du PIB en 2011 : + 5 %

Source : www.statistiques.mondiales.com

Historique

Le projet de coopération entre le CICM et le gouvernement congolais remonte à 1981. C'est en 1984 qu'ouvre la première Caisse rurale coopérative d'épargne et de crédit, COOPEC. En 1987, l'organisation prend le nom de MUCODEC, Mutuelle Congolaise d'Epargne et de Crédit. En 1994, la Banque des Etats d'Afrique Centrale reconnaît les MUCODEC qui, dès lors, peuvent y déposer leurs fonds. Ce sera le cas lors de la guerre civile de 1997 qui ravage l'économie congolaise et détruit le réseau physique MUCODEC : 5 milliards FCFA seront nécessaires à sa reconstruction. Le sauvetage de l'épargne populaire, dans une situation de naufrage total du pays, a posé une base de confiance solide sur laquelle se sont construites et fortement développées les MUCODEC.

Activité

2012 marque la fin du deuxième Plan de Développement à Moyen terme 2010-2012, un plan en 5 axes avec un l'objectif stratégique : **fidéliser les sociétaires**.

Axe 1 : La poursuite l'action de proximité : création de 2 nouvelles Caisses, à Ngombé (Département de la Sangha) et à Loandjili (Pointe Noire) et inauguration du nouveau siège de la Caisse locale Mvoumvou (Pointe Noire).

Axe 2 : La bancarisation : avec 20 000 Congolais bancarisés en 2012, les MUCODEC comptent 274.000 sociétaires au 31/12/2012.

Axe 3 : L'amélioration des conditions d'accueil des sociétaires et de travail des salariés et des élus (3,8 milliards FCFA de travaux d'amélioration en 2012).

Axe 4 : Le renforcement du caractère citoyen de l'entreprise MUCODEC : mise en œuvre d'une démarche RSE, encadrement des étudiants, promotion des artistes et artisans via Radio MUCODEC, sensibilisation au respect des lois de la République.

Axe 5 : La promotion d'une synergie des institutions mutualistes de la sous région : création d'une plate-forme d'échanges avec les MUCADEC et le CMCA.

La mise en œuvre de ces principes a permis l'augmentation du taux de pénétration des MUCODEC dans la population congolaise, l'amélioration du réseau, l'accroissement de la notoriété des

MUCODEC et une réelle dynamique d'accompagnement des acteurs des Caisses locales qui elle-même a généré une forte activité commerciale.

De même, l'année 2012 a été marquée par plusieurs moments forts :

- inauguration en février 2012, du siège de la fédération des MUCODEC ;
- lancement des opérations déplacées sur SiBanque dans tout le réseau ;
- lancement de la politique RSE au sein de l'entreprise avec le lancement d'une vaste campagne de sensibilisation aux salariés et élus ;
- lancement de Radio MUCODEC à Pointe-Noire ;
- accueil du séminaire du CICM à Yaoundé en juin.

Projection

Deux événements majeurs marqueront le début de l'année 2013 :

- le lancement de la monétique longtemps attendu des sociétaires, avec la mise en place d'automates dans l'ensemble du réseau (58 DAB) ;
- le déploiement du troisième plan à Moyen Terme de l'institution, avec pour objectif de :
Promouvoir et renforcer les valeurs de l'Homme pour mieux fidéliser les sociétaires.

Parallèlement, les MUCODEC poursuivront les efforts engagés dans les domaines de la démarche RSE et de l'amélioration de la qualité du service au sociétaire, laquelle passera entre autre par l'accroissement du réseau et la poursuite de sa réhabilitation. Enfin, l'année sera marquée par l'extension sur un rayon de 100 km, notamment grâce au concours de l'Union européenne, de la couverture d'émission de Radio MUCODEC et par le renforcement des partenariats avec le CICM, les MUCODEC du Cameroun, le CMCA de Centrafrique, mais aussi avec les partenaires institutionnels que sont l'Agence Française de Développement (AFD) et la Banque de Développement des Etats d'Afrique Centrale (BDEAC), l'Union européenne (UE) et bien sûr le Ministère des Finances.

Congo	2010	2011	2012
Sociétaires	239 477	254 582	273 869
Caisses et Points de vente	46	49	50
Elus	299	318	349
Salariés	467	497	508
Encours dépôts	171 397 036€	203 363 499€	231 112 166€
Encours crédits	70 024 817€	85 430 308€	95 251 146 €
Production crédits	70 147 422€	66 203 204€	70 519 826 €
PNB	18 007 322€	20 921 888€	24 033 034 €
RBE	6 427 354€	7 857 626€	10 644 634 €
Résultat net	5 275 819€	6 346 309€	5 799 173 €
Coefficient d'engagement	41 %	42 %	41 %
Taux de contentieux	1,12 %	1,79 %	2 %



Crédit Mutuel de Centrafrique

Superficie : 624 000 km²

Population 2011 : 5,057 millions d'habitants

PIB par hab. en 2011 : 800 \$

Taux de croissance du PIB en 2011 : + 4,1 %

Source : www.statistiques.mondiales.com

Historique

Depuis son initiation en 1992, le réseau de coopératives d'épargne en Centrafrique s'est développé de façon sporadique du fait de l'instabilité politique du pays.

En 1994, les dix premières caisses voient le jour à Bangui et en province. Les événements de 1996 puis de 1998 ralentissent sérieusement le développement du réseau ; ceux de 2001 / 2003 le secouent profondément. Malgré tout, le Crédit Mutuel de Centrafrique réussit à survivre. La relance de l'activité passe alors par la concentration des énergies à Bangui, la capitale, et par la fermeture des 6 Caisses en province : une saignée très brutale surtout pour le sociétariat qui, de 48 400 en 2002, passe à 26 500 après « nettoyage » des fichiers et radiation des sociétaires disparus sans laisser d'adresse.

Fin 2004, le nouveau départ se caractérise par le passage du seuil psychologique de 2,5 milliards de Francs CFA d'encours de dépôts.

Le CMCA se dote progressivement de tous les agréments nécessaires à son activité d'établissement de microfinance de première catégorie. Sont agréés, en 2006, l'ensemble des Caisses locales et points de vente et en 2010, la Fédération.

En 2012, le CMCA continue son développement en adaptant les produits d'épargne et de crédits à son sociétariat, en mettant en place la monétique avec l'équipement d'une carte d'identification pour l'ensemble des sociétaires.

Activité

Le réseau du CMCA est actuellement composé de 12 Caisses et points de vente, implantés à Bangui. En 2012, les Caisses locales de Miskine et PK5, déjà existantes, ont été construites en nom propre. Le CMCA est ainsi devenu propriétaire de ces deux infrastructures allant à la rencontre des sociétaires dans des quartiers où la demande est forte. Ces dernières ont bénéficié d'un aménagement et d'un équipement modernes à l'instar des autres Caisses qui avaient pour la plupart fait l'objet d'une rénovation importante en 2011.

Le CMCA a par ailleurs poursuivi le chantier « monétique » initié en 2011. En 2012, environ 18 000 cartes ont été distribuées, permettant ainsi d'équiper presque la moitié du sociétariat. Ce nouveau moyen d'identification, garant d'une meilleure sécurité des opérations de guichet, et qui permettra à terme d'être utilisé comme moyen de paiement, a permis d'activer d'anciens comptes ou de démarcher de nouveaux prospects.

Projection

Outre les objectifs habituels de résultat demandés aux salariés, le CMCA souhaite pour 2013 améliorer les conditions d'accès d'ouvertures d'un compte. Ainsi, afin de faciliter l'entrée en relation et de mettre en évidence les valeurs du mutualisme, le sociétaire lors de l'ouverture de son compte d'épargne se verra proposer l'achat d'une part sociale, la cotisation annuelle de la carte bancaire et la cotisation mutualiste mensuelle.

De plus, les sociétaires se verront offrir la possibilité d'effectuer des opérations de dépôt et de retrait dans l'ensemble des Caisses du réseau. Ces opérations dites « déplacées » faciliteront les opérations bancaires et devraient modifier progressivement les comportements face à l'argent.

Enfin, le chantier monétique continuera son développement afin de couvrir l'intégralité des demandes.

Centrafrique	2010	2011	2012
Sociétaires	34 297	38 939	43 206
Caisses et Points de vente	12	12	12
Elus	57	61	61
Salariés	77	73	84
Encours dépôts	6 100 371 €	7 141 361 €	7 452 512 €
Encours crédits	2 363 727 €	2 760 847 €	3 381 171 €
Production crédits	2 706 435 €	3 245 755 €	3 838 543 €
PNB	632 593 €	656 603 €	698 029 €
RBE	175 051 €	2289 €	71 958 €
Résultat net	97 16 €	- 47 383 €	- 145 043 €
Coefficient d'engagement	39 %	39 %	39 %
Taux CDL	21 %	21 %	21 %



Crédit Mutuel du Niger

Superficie : 1 267 000 km²

Population en 2012 : 17,08 millions d'habitants

PIB par hab. en 2011 : 800 \$

Taux de croissance en 2011 : + 5,5 %

Source : www.statistiques-mondiales.com

Historique

Initié par le CICM, le Crédit Mutuel du Niger a été lancé en février 2006 avec le soutien d'Épargne sans Frontière, de la Coopération française (Ambassade de France et ses services de coopération) et des autorités locales. En décembre 2008, l'Union du Crédit Mutuel du Niger voit le jour à son tour. Elle fédère actuellement un réseau de 11 Caisses locales dont 9 dans la capitale à Niamey et 2 en province à Dogondoutchi et Arlit (Caisse créée avec le soutien du Groupe Areva).

Le Niger se situe au 7^e rang mondial des pays les plus pauvres et au 5^e rang en termes de mortalité infantile (11,5 % contre 0,3 % en France). 49 % de la population est âgée de moins de 15 ans et plus de 83 % habite en milieu rural et vit de l'agriculture.

Activité

Des résultats en progression, un siège intégré et un message mutualiste simplifié pour encore mieux servir les sociétaires, telles sont les tendances 2012 au Crédit Mutuel du Niger.

Communication et mutualisme

Après son site Internet (<http://www.creditmutuelniger.com>) et sa campagne de publicité (« Le CMN, votre partenaire financier d'un monde qui change »), le Crédit Mutuel du Niger a poursuivi ses efforts pour renforcer son image positive auprès des populations locales.

Outre son action quotidienne sur le terrain et la médiatisation liée à l'inauguration de son nouveau siège, le Crédit Mutuel du Niger a choisi de tenir l'ensemble des Assemblées générales de l'Union et des Caisses locales au sein de son nouveau bâtiment central. De quoi envoyer un message fort à l'occasion de ces rendez-vous annuels et de s'affirmer comme une composante incontournable du paysage bancaire du pays.

Le développement demeure soutenu

En dépit d'un contexte difficile lié au conflit malien et d'événements extraordinaires (plusieurs incendies survenus à Niamey et une crue record du Niger paralysant l'activité de certaines Caisses) le développement a été soutenu : avec plus de 3 millions d'euros d'encours d'épargne et plus de 2 millions d'euros de crédit, le CMN continue de progresser à un rythme régulier.

La poursuite du développement a aussi trouvé son expression dans la mise en place d'opérations déplacées facilitant les démarches des sociétaires et la simplification du message mutualiste. La cotisation mutualiste est désormais versée chaque trimestre, la part sociale a été augmentée, mais les frais d'ouverture ont été annulés tout comme la pratique du dépôt minimum.

Projection

Le CMN va poursuivre sa marche en avant en se fixant pour objectifs d'une part, de porter à 24 000 le nombre de sociétaires et, de l'autre, de poursuivre le mouvement de collecte des dépôts et d'octroi des crédits. Cette politique, doublée d'un effort de rationalisation des coûts (énergie, achats, télécommunication) devrait permettre d'atteindre un résultat bénéficiaire au terme de l'année 2013.

Dans le même temps, le réseau poursuivra son développement avec la création de 5 nouvelles Caisses qui permettront de facto l'embauche de nouveaux salariés.

Enfin, l'année 2013 sera l'occasion de remettre à jour les statuts et règlements du CMN afin de les adapter à la nouvelle réglementation des SFD (Sociétés financières décentralisées).

Niger	2010	2011	2012
Sociétaires	12 560	15 199	18 161
Caisses et Points de vente	11	11	11
Elus	132	126	131
Salariés	64	72	71
Encours dépôts	2 276 418 €	2 957 302 €	3 168 611 €
Encours crédits	1 619 930 €	1 945 547 €	2 147 645 €
Production crédits	3 387 385 €	5 274 891 €	3 759 612 €
PNB	634 997 €	792 935 €	753 116 €
Résultat net	- 64 028 €	- 91 469 €	-30 489 €
Coefficient d'engagement	71 %	66 %	68 %
Taux CDL	4,37 %	5,18 %	7 %



Mutuelles camerounaises d'épargne et de crédit

Superficie : 475 440 km²

Population : 20,13 millions d'habitants

PIB par hab. en 2011 : 2 300 \$

Taux de croissance du PIB en 2011 : + 3,80 %

Source : www.statistiques-mondiales.com

Historique

En 1999, l'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD), une association française agissant au Cameroun, fait appel au CICM pour appuyer le développement d'un réseau de microfinance. Son objectif : développer un réseau de Caisses locales conforme aux exigences mutualistes, incluant notamment des organes représentatifs autonomes et démocratiquement élus par les sociétaires. D'abord fédération de plusieurs coopératives (projet de la MUTCAM), le projet se recentre rapidement sur une seule coopérative (MDIC). Ces premières expériences aboutissent en 2009 au lancement des MUCADEC, Mutuelles Camerounaises d'Epargne et de Crédit.

Dès lors, la jeune Union des MUCADEC dépose auprès des autorités de tutelle (ministère des Finances et COBAC) ses demandes d'agrément afin d'être pleinement reconnue et de pouvoir se développer correctement. Ces demandes mettront de longs mois avant d'être satisfaites, même partiellement.

Activités

2012 a été marquée par l'obtention des agréments de 4 nouvelles Caisses locales permettant aux MUCADEC d'être reconnues comme un réseau de microfinance de première catégorie. Cette reconnaissance officielle est allée de pair avec l'extension du réseau qui s'est enrichi de 3 nouvelles Caisses (2 à Douala et 1 à Mbanga) auxquelles s'ajoutera bientôt celle de Ngoulemakong dont les travaux ont été lancés en décembre. A fin 2012, le réseau des MUCADEC comprenait 11 Caisses locales offrant un meilleur maillage du territoire et de facto un meilleur service aux sociétaires. Fort de cet agrément, les MUCADEC ont pu également entretenir leur image de réseau mutualiste sérieux pleinement maître de son développement. Enfin, l'année 2012 a permis de profiter du soutien technique et financier du réseau des MUCODEC avec lequel s'est noué un partenariat depuis trois

ans et d'organiser le séminaire sous - régional « Afrique Centrale des Réseaux mutualistes » à Yaoundé.

Projections

En 2013, grâce aux financements obtenus par le CICM auprès de la Commission européenne, les MUCADEC verront leur réseau s'accroître avec la création des Caisses de Mbanga et Ngoulemakong qui seront suivies par celles de Mbandjock, Edéa et Kribi, participant ainsi au développement d'une dimension provinciale du réseau, hors Yaoundé et Douala, les deux principales villes d'implantation. Parallèlement, le réseau poursuivra son effort d'obtention des agréments en soumettant des dossiers pour 4 nouvelles Caisses locales. L'année devrait de même être marquée par un effort pour optimiser les ressources humaines et par une réorganisation de la politique produit et de son suivi.

Cameroun	2010	2011	2012
Sociétaires	3 186	4 540	6 029
Caisses et Points de vente	8	8	11
Elus	30	57	57
Salariés	53	53	66
Encours dépôts	580 302	566 321 €	802 618 €
Encours crédits	160 135	283 294 €	380 433 €
Production crédits	446 336	532 610 €	770 522 €
PNB	74 020	114 697 €	208 770 €
Résultat net (après subvention)	NS	NS	NS
Coefficient d'engagement	35 %	50 %	47 %
Taux CDL	11 %	8 %	16 %



Crédit Mutuel Du Burkina Faso

Superficie : 274 000 km²

Population : 17,27 millions d'habitants

PIB par habitant 2011: 1500 \$

Taux de croissance du PIB en 2011 : + 4,9 %

Source : www.statistiques-mondiales.com

Contexte

Le Burkina Faso est un pays pauvre, particulièrement vulnérable aux aléas climatiques et sujet à des problèmes d'insécurité alimentaire. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) estime que 43,5 % de sa population vit avec moins d'un dollar par jour.

Avec un taux de bancarisation estimé à 10 %, la grande majorité des Burkinabè n'a pas accès au système bancaire classique ou à un service d'épargne qui lui permette de sécuriser ses revenus et de financer une activité rémunératrice.

Le développement rapide du secteur de la microfinance au Burkina Faso montre que l'épargne répond à un besoin réel des populations y compris dans les zones les plus reculées.

C'est à Bobo-Dioulasso, 2^e ville du Burkina Faso, que le CICM a décidé de démarrer la création d'un réseau. Après Ouagadougou qui a vu son visage changer en quelques années, Bobo-Dioulasso est en cours de modernisation et bénéficie d'une situation géographique stratégique à la croisée des routes de la Côte d'Ivoire et du Mali. Ses environs sont en outre dotés de riches zones agricoles où les besoins en financement restent nombreux.

Activité

En 2012, le Réseau du Crédit Mutuel du Burkina Faso s'est considérablement développé, passant de 4 à 12 Caisses locales et permettant ainsi d'accroître la proximité avec les sociétaires. Corrélativement, le CMBF a dû recruter et former de nouveaux collaborateurs, embauchés souvent sur recommandation, qui sont d'une part venus renforcer le personnel des Caisses locales et de l'autre celui du siège social. Par ailleurs, 2012 a été l'occasion d'affirmer le message mutualiste et de l'expliquer, via les élus et les salariés, à la population locale. Un travail de terrain a été mené avant chaque ouverture de Caisse afin de sensibiliser la population et de procéder à des pré-adhésions.

De même, une attention toute particulière a été apportée à l'organisation de la vie sociale, et plus particulièrement aux Assemblées générales des Caisses locales. Le séminaire des élus, tenu en octobre, a également été l'occasion de rappeler les fondamentaux du mutualisme.

Sur le plan de l'activité, 2012 marque le démarrage de l'activité crédit dans l'ensemble du réseau et la réussite de la politique de collecte d'épargne allant faciliter les prêts. Autre réussite de l'année, la mise en place de l'indicateur de sociétaires qui donne la possibilité de visualiser au jour le jour les mouvements de sociétaires.

Enfin, l'année a été marquée par un travail de lobbying auprès des autorités locales en vue d'obtenir, en 2013, l'agrément.

Projection

2013 devrait par ailleurs permettre au CMBF d'enrichir son réseau de 5 nouvelles Caisses en milieu rural afin d'avoir un meilleur maillage du territoire, notamment dans l'ouest du pays. Cette politique de développement devrait permettre de doubler le nombre de sociétaires et de renforcer l'activité du groupe.

CMBF	2011	2012
Sociétaires	1 263	5 985
Caisses et Points de vente	5	12
Elus	24	108
Salariés	18	39
Encours dépôts	197 246 €	1 119 010 €
Encours crédits	71 171 €	554 375 €
Production crédits	86 121 €	911 824 €
PNB	10 900 €	117 973 €
Résultat net	NS	NS
Coefficient d'engagement	36 %	50 %
Taux CDL	NS	5 %



Crédit Mutuel Kampuchea

Superficie : 181 040 km²

Population : 14,95 millions d'habitants (2011)

PIB par hab. en 2011 : 2 300 \$

Taux de croissance en 2011 : 6,7 %

Source : www.statistiques.mondiales.com

Historique

Le Cambodge est profondément marqué par les vingt ans de guerre qui l'ont ravagé entre 1975 et 1996. Le génocide perpétré par les Khmers rouges a fait près de 2 millions de victimes, soit un quart de la population.

L'invasion vietnamienne qui a suivie a imposé un régime de république populaire très contraignant. Aujourd'hui encore, tout ce qui peut apparaître comme collectif est perçu avec appréhension. Malgré tout, en 1999, la Banque Nationale du Cambodge a demandé au CICM de réaliser une étude sur le potentiel d'épargne du pays. Il faudra attendre l'automne 2003 pour que se mettent en place les bases d'un réseau mutualiste qui prend alors le nom de Cambodia Mutual Savings and Credit Network, CMSC...

La première Caisse ouvre à Phnom Penh en Avril 2004.

Activité

En 2012, le maillage du territoire et de rénovation du réseau se sont poursuivis avec l'ouverture de la 17^e Caisse à Battambang, la modernisation d'anciennes Caisses et le déménagement de 6 Caisses dans de nouveaux locaux, permettant ainsi de mieux accueillir les sociétaires.

Parallèlement, les efforts ont porté sur le développement du réseau existant avec pour objectif l'équilibre financier (objectif atteint avec le premier RBE positif de l'histoire du CMK), la refonte de la gamme épargne et la création d'un produit d'épargne spécifique (« Special Energy Term ») pour collecter davantage auprès des petits épargnants.

Outre les deux temps forts majeurs tenus à l'occasion des fêtes du Nouvel An Khmer (avril) et de la fête des morts Pchum Ben (en sept.-oct.), des actions commerciales ont ponctué l'année pour valoriser les produits et aller à la rencontre de futurs sociétaires. Enfin, grâce à la participation active des élus, les premières « Réunions Bienvenue » ont permis d'accueillir les nouveaux sociétaires.

Sur le plan des ressources humaines, plusieurs mesures à destination des salariés comme des élus ont été prises : la création d'une grille des salaires et des emplois pour motiver les salariés et lutter contre le *turnover*, le recrutement d'une responsable de la vie sociale pour animer et dynamiser les élus, l'organisation d'une session de l'école des gérants et, pour la première fois, de deux séances d'un jour de formation des élus.

Enfin, preuve de son implication dans la société cambodgienne, le CMK a signé en 2012 un partenariat avec l'ONG « Pour un Sourire d'Enfant » pour financer les familles défavorisées désireuses de créer une micro entreprise.

Projection

En 2013, le CMK compte voir l'aboutissement de ses efforts en obtenant sa reconnaissance par les autorités monétaires comme coopérative financière.

Sur le plan commercial, il sera plus que jamais présent sur le terrain pour faire la promotion et s'emploiera à faire en sorte que chaque sociétaire soit rencontré individuellement. Il créera une filière de distribution de crédits étudiants pour faciliter l'accès des jeunes aux études supérieures et à la formation professionnelle ; il poursuivra sa politique de valorisation du « Plan d'épargne solidaire » afin de permettre la constitution d'une épargne pour ses enfants ; il s'emploiera à impliquer toujours plus les élus dans la vie de leur Caisse. Ces mesures, doublées d'une action commerciale régulière, devraient permettre au CMK de dégager en 2013 un PNB suffisant pour couvrir les charges d'exploitation et se constituer des fonds propres.

Sur le plan informatique, le CMK prévoit de migrer sur SiBanque 3 afin de disposer d'un outil plus performant facilitant les transactions inter-caisses et nous permettant d'espérer disposer un jour d'automates bancaires.

Enfin, afin de toujours mieux accueillir les sociétaires, le CMK prévoit d'agrandir les locaux de son siège et de créer deux nouvelles Caisses.

Cambodge	2010	2011	2012
Sociétaires	7508	11 813	16 623
Caisses et Points de vente	16	16	17
Elus	99	138	139
Salariés	60	67	72
Encours dépôts	786 079 €	1 834 737 €	3 648 982 €
Encours crédits	404 580 €	933 040 €	1 594 980 €
Production crédits	621 061€	1 447 934 €	2 578 219 €
PNB	86 950 €	223 201 €	469 726 €
RBE	-190 632 €	- 141 475 €	18 040 €
Résultat net	-197 076 €	- 152 895 €	- 28 380 €
Coefficient d'engagement	51,5 %	51 %	44 %
Taux CDL	2,9 %	2,0 %	3 %



MSCCP

Superficie : 300 000 km²

Population : 103,78 millions d'habitants

PIB par hab. en 2010 : 4 100 \$

Taux de croissance du PIB en 2010 : + 4,7 %

Source : www.statistiques.mondiales.com

Historique

L'intervention du CICM aux Philippines se situe dans l'immédiate périphérie sud de Manille, capitale mégapole de plus de 18 millions d'habitants.

En 2000, le CICM lance le projet de création d'un réseau bancaire mutualiste qui prend le nom de Sikap. Ce sigle, en tagalog, la langue vernaculaire, signifie « travailler dur pour s'améliorer » ! En 2001, après de multiples échanges avec le CDA (Cooperative Development Authority), 4 premières Caisses ouvrent leurs portes.

Ce peuple est jeune (35 % de moins de 15 ans) et 43 % de sa population urbaine vit en bidonville. Il recourt largement et sans compter aux usuriers. La culture de l'épargne préalable et de l'autonomie financière sont une vraie révolution culturelle à apporter.

Activité

2012 aura été une année de transition et de consolidation pour le réseau des MSCCP. Plutôt que de développer le réseau en étendant le maillage, le MSCCP a fait de choix de renforcer l'existant en attirant de nouveaux sociétaires dans les points de vente déjà en activité et en travaillant à une meilleure gestion des risques. Cette nouvelle orientation est passée d'abord par une révision de la politique produit corrélée à un travail de formation et d'éducation à l'épargne à destination des sociétaires et prospects, mais aussi des salariés et des élus. Parallèlement, et toujours dans un esprit de gestion responsable du risque, un frein a été mis sur les attributions de crédits et les procédures de suivi des risques ont été renforcées.

Projection

2013 s'inscrira dans la lignée de 2012, tant pour le suivi commercial que pour celui du risque, avec en prime un renforcement du personnel du siège dans ces deux secteurs. Parallèlement, eu égard à l'importance de l'organisation mutualiste dans ce réseau, une personne dédiée à la vie sociale sera recrutée au siège et permettra de dynamiser davantage les Assemblées générales des Caisses locales, lieux d'expression des fondements du mutualisme et, plus largement, toutes les activités qui font la différence du Crédit Mutuel.

Enfin, dans un souci de recherche de rentabilité et d'efficacité les Caisses locales de Imus et de Binakayan seront fusionnées afin d'offrir un service plus efficace aux sociétaires.

Philippines	2010	2011	2012
Sociétaires	10311	13 213	13 283
Caisses et Points de vente	12	12	12
Elus	196	230	230
Salariés	38	39	38
Encours dépôts	285 991€	426 865 €	378 822 €
Encours crédits	210 295 €	379 511 €	254 476 €
Production crédits	339 544 €	603 962 €	294 011 €
PNB	86 853 €	147 203 €	113 880 €
RBE	- 117 123 €	- 97 050 €	- 147 572 €
Résultat net	ns	ns	ns
Coefficient d'engagement	74 %	89 %	67 %
Taux CDL	6,88 %	5,38 %	12,6 %



SIIMEC

*Société
d'ingénierie
informatique
des mutuelles
d'épargne et de
crédit*

La SIIMEC est au service et à l'écoute des réseaux. Sa mission de fond est la maintenance et l'amélioration du logiciel SiBanque.

L'aménagement des fonctionnalités de SiBanque, au regard de l'évolution des offres bancaires, est également pris en compte, soit de manière individualisée, avec facturation au donneur d'ordre, soit de manière collective, après concertation avec les utilisateurs.

En 2012, la SIIMEC a poursuivi les travaux engagés depuis 2010 dans le domaine de la monétique. Ce second volet de la solution monétique intervient à la suite de la décision des MUCODEC de changer de partenaire monétique.

Parallèlement, le logiciel SiBanque étant en évolution constante, la mission de la SIIMEC a également été de livrer à l'ensemble de ses clients les nouvelles versions et de développer ses clientèles en proposant des fonctionnalités toujours plus adaptées à leurs demandes.



Ainsi, 2012 a été l'année du lancement d'une nouvelle application SiBanque Décision en partenariat avec la société SFEIR. Ce module, dont les premières livraisons verront le jour en 2013, propose une

solution de reporting comprenant plus de 40 rapports consolidés facilitant le suivi de l'activité bancaire, de la situation financière ainsi que les suivis commercial et budgétaire. Il permettra à terme de créer ses propres outils de suivi.

Enfin, 2012 a été l'occasion :

- de valider au Congo deux années de développements informatiques dans les domaines de la monétique et des opérations déplacées et d'en mesurer les effets bénéfiques pour le réseau ;
- de lancer les cartes bancaires en Centrafrique ;
- de développer la commercialisation de SiBanque ;
- de mettre en ligne un nouveau site Internet plus adapté (www.siimec.com)
- de réfléchir sur les recrutements à effectuer (ingénieur et responsable technique).

En 2013, la SIIMEC s'attachera tout d'abord :

- à livrer le projet SiBanque Décision ;
- à faire entrer dans une phase pilote la solution monétique DAB au Congo ;
- à livrer une solution majeure de SiBanque 3 et à démarrer le projet SiBanque 4 ;
- à faire migrer les MUCADEC et le CMK sur SiBanque 3 ;
- à concrétiser les besoins d'embauche, à trouver des locaux pouvant accueillir l'ensemble de l'équipe.

II : LE POLE LECTURE DE LA FONDATION DU CREDIT MUTUEL



Placé au cœur du mécénat national et rattaché à la Fondation du Crédit Mutuel depuis 2009, le pôle Lecture répond à l'engagement citoyen du Crédit Mutuel dans les champs du social et de la culture. Le choix de la lecture s'inscrit dans le droit fil des valeurs portées par le Crédit Mutuel, ses élus et ses salariés : proximité, solidarité, responsabilité et démocratie. Ancré dans les territoires, reconnu par les pouvoirs publics et les associations pour son éthique et sa rigueur, le pôle Lecture travaille en étroite collaboration avec les Groupes régionaux et les Caisses locales du Crédit Mutuel pour donner sens et cohérence à sa démarche.

Sa mission

Initier, soutenir et développer des actions concrètes, innovantes et durables afin d'encourager les personnes, à différents stades de leur vie, à (re)nouer avec la lecture, connaissance indispensable à tout développement personnel, à toute communauté humaine.

Sa mission est centrée sur trois grands domaines : Lire la Ville, Prévenir l'illettrisme et La voix des Lettres.

Ses principes éthiques :

- choisir les projets pour leur pertinence par rapport à l'environnement dans lequel ils sont développés ;
- participer à l'émergence d'apprentissages et de communautés de pratiques de la lecture ;
- renforcer et élargir les réseaux et les processus de coopération entre les acteurs de terrain et les institutions ;
- privilégier les croisements de financements ;
- accompagner les actions dans le temps.

Son Comité consultatif

Daniel	LEROYER	Président Fédération Maine-Anjou, Basse-Normandie
Pierre	FILLIGER	Président Fédération Crédit Mutuel Méditerranéen
Bernard	FLOURIOT	Président Fédération Anjou
Philippe	VASSEUR	Président Fédération Nord Europe
Etienne	PFLIMLIN	Président Fondation du Crédit Mutuel
Jean-François	DEVAUX	Président Fédération Massif Central
Colline	FAURE-POIRÉE	Directrice éditoriale de la haute enfance éditions Gallimard
Medhi	CHAREF	Auteur réalisateur
Thierry	MAGNIER	Directeur des Editions Actes Sud Junior et Ed. T. Magnier
Christine	ROSSO	Chargée de développement culturel Conseil Général Essonne
Olivier	BARROT	Journaliste

Déléguée du pôle : Marie-Lorraine Kerr

La proximité en point d'ancrage

La priorité LOCALE

C'est d'abord au niveau local que s'identifient les communautés humaines et qu'elles y inscrivent leur devenir. C'est pourquoi, à l'instar du Crédit Mutuel, l'action du pôle Lecture se pense et se vit autour de partenariats de terrain. Afin d'être présent sur l'ensemble du territoire, son réseau de mécénat est structuré en 18 correspondants dans les Fédérations du Crédit Mutuel. En 2012, 29 Caisses locales se sont engagées dans des initiatives de proximité.



Exemple d'engagement de deux Caisses locales : l'opération « Ce matin, la neige » en Haute-Savoie. Ce programme d'écriture et de lecture à haute voix mobilise à l'année les aînés de la région de Thonon qui donnent à entendre leurs textes en fin d'année.

La dimension REGIONALE

Les programmes Lire la Ville se déploient dans sept Académies et touchent aujourd'hui les régions Alsace, Auvergne, Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Lot-et-Garonne, Loire Atlantique, Provence-Alpes-Côte d'Azur. Nombre de manifestations, telles que les prix littéraires, les salons de littérature de jeunesse (dans le Jura ou en Anjou par exemple), concernent l'ensemble de la population de leur département, voire de leur région et au-delà.



Exemple de synergie en milieu rural : en Moselle, « Sur le pas de la porte... de mon école »

A travers un itinéraire de promenade, les élèves d'une quarantaine d'établissements se sont lancés à la découverte de leur patrimoine historique, architectural, culturel et naturel. Ils ont ensuite édité un guide touristique, distribué auprès des offices de tourisme de la région.

Le rayonnement NATIONAL

Avec les actions nationales, le Prix des Incorruptibles, Les Ecrivains Associés de Théâtre et l'agence nationale Quand les livres relient, le pôle Lecture de la Fondation du Crédit Mutuel privilégie la stratégie d'alliances, entre structures, avec les pouvoirs publics. Elle développe une philosophie propre, notamment dans le domaine de la prévention de l'illettrisme.



Un engagement durable dans la prévention de l'illettrisme avec le réseau national Quand les livres relient

Parce que les livres de littérature de jeunesse de qualité sont un support incontournable pour un travail d'éveil à la lecture, parce que tout acteur de terrain, bénévole ou professionnel, éprouve un jour ou l'autre la nécessité de parfaire ses connaissances pour lancer de nouvelles initiatives, voici autant de raisons pour lesquelles le pôle Lecture soutient depuis 2004 le réseau Quand les livres relient. Ce réseau a désormais acquis ses lettres de noblesse ; il se voit confié par maintes institutions publiques et privées des missions d'expertise.

Le pôle Lecture a milité en 2012 pour que l'illettrisme soit déclaré grande cause nationale 2013.

1 - LIRE LA VILLE

Initié dès 1993, ce programme interdisciplinaire a déjà permis à plus de 45 000 élèves, accompagnés de leurs professeurs et d'intervenants extérieurs, écrivains, architectes, photographes..., de trouver des repères pour s'approprier leur environnement et leur patrimoine proches. Instrument d'ouverture sur le monde, Lire la Ville se révèle un outil de lutte contre l'échec scolaire et d'apprentissage de la citoyenneté. Lire la Ville se décline aussi sur le thème de Lire le Théâtre.

- 12 initiatives validées dont 3 nouveaux projets et 9 reconstructions
- 8 projets Lire la Ville
- 7 Académies
- 1 action nationale Lire le Théâtre
- 2 projets Lire le Théâtre
- 108 665 €, soit 27 % du budget annuel dépensé.



Lire la Ville à la conquête de la Goutte d'Or

A partir d'une sélection de livres de jeunesse traitant le thème de la ville, plus de 1 000 élèves travaillent toute l'année dans les ateliers de lecture, d'arts plastiques, échangent au sein de leur classe et avec d'autres classes, rencontrent des professionnels du livre, des architectes et des responsables locaux.

L'année 2012 s'est terminée par une semaine de festivités rassemblant tous les participants qui ont présenté leurs réalisations.

Avec le soutien des Caisses de Paris 9e

2 - PREVENIR L'ILLETTRISME

Pour éviter que l'illettrisme ne prenne racine dès l'enfance, le pôle Lecture de la Fondation du Crédit Mutuel soutient de multiples projets de développement de la lecture, en crèches, en haltes garderies, en maisons de retraite... et s'emploie à la mise en réseau de tous ces acteurs au sein de l'Agence nationale « Quand les livres relient ». Grâce à ce réseau, près de 150 000 personnes, principalement des enfants, entrent en littérature. Le pôle Lecture n'en oublie pas pour autant la lutte contre l'illettrisme et privilégie les réseaux associatifs locaux favorisant la réinsertion sociale.

38 initiatives validées dont 25 nouveaux projets et 13 reconductions

1 action nationale - Quand les livres relient

29 projets de prévention

9 projets de lutte contre l'illettrisme

153 058 €, soit 38 % du budget annuel dépensé.



Innovation : une bibliothèque idéale concoctée par 250 enfants de Bayonne. *A la manière de Raymond Queneau et de sa bibliothèque idéale, Libreplume a fédéré un réseau de partenaires de lecture pour réaliser une bibliothèque idéale de cent livres jeunesse qu'il faudrait avoir lus. 250 élèves et leurs enseignantes se sont associés avec l'équipe Libreplume à cette recherche. Adultes et enfants participent ensemble. On partage des livres, on échange, on discute, on défend son coup de cœur et on édifie peu à peu cette bibliographie argumentée ; argumentée, oui, car cette bibliothèque idéale prend la forme d'un livre qui réunira des fiches explicatives réalisées par les enfants eux-mêmes!*

3 - LA VOIX DES LETTRES

Ouvrant son champ d'action à la création, la Fondation privilégie les festivals ou les prix littéraires qui ponctuent un travail de lecture mené en parallèle pendant l'année. Elle s'associe depuis six ans au Prix des Incorruptibles qui fait lire 320 000 enfants, répartis dans 4 600 établissements de France.

27 initiatives validées dont 11 nouveaux projets et 16 reconductions

1 action nationale - Le Prix des Incorruptibles

9 prix et concours

10 projets en milieu scolaire, en amont de festival
117 214 €, soit 29 % du budget annuel dépensé

« La nouvelle de la classe » à Nancy

Conçu comme prolongement de la manifestation du Livre sur la Place de Nancy, le prix « La nouvelle de la classe » est un concours d'écriture de nouvelles destiné aux classes de CM1 et CM2 de l'Académie de Meurthe et Moselle. Encadrés par leur enseignant, les enfants imaginent et rédigent collectivement une nouvelle accompagnée d'une illustration. Parrainés par Jean-Pierre d'Ormesson, ils ont travaillé cette année sur la lettre R et les lauréats se sont rendus à l'Académie française. Le Crédit Mutuel Enseignant et le Crédit Mutuel Centre Est Europe s'investissent financièrement et humainement dans cette action prestigieuse.

L'événement de 2012 : Les 20 ans de lecture au Crédit Mutuel

Pour cet anniversaire parrainé par l'écrivain Pierre Péju, une centaine de personnes se sont réunies le 20 juin 2012 à Paris. Chacun des axes du pôle Lecture a été illustré par une table-ronde. Celle consacrée à Lire la Ville a notamment été marquée par l'intervention du recteur de l'Académie de Nantes qui a souligné la pertinence de ce programme interdisciplinaire qui se déploie pour la première année dans sa nouvelle académie. Le pédopsychiatre Patrick Bensoussan, membre fondateur de l'association « Quand les livres relient », a illustré les causes premières qui peuvent faire le lit de l'illettrisme, dans le rapport du tout-petit enfant à sa mère. Un « il était une fois » où regarder, écouter et toucher occupent une place fondamentale. Regarder tout d'abord, parce qu'« il faut regarder avant de lire » et que « la première lecture est celle du visage de la mère » sur lequel l'enfant va décoder « la grammaire des émotions ». L'enfant doit ainsi « lire le monde avant de pouvoir parler » et pour cela la lecture de tous les objets environnants sera fondamentale. Les imagiers que l'on donne à découvrir au bébé dès huit mois vont lui permettre de comprendre la différence entre le vrai et la représentation, le réel et le symbolique. Plus l'enfant sera en contact avec l'imagé et le nommé, plus son contact futur avec la lecture sera facilité. Ecouter ensuite : la voix maternelle « qui est plus une prosodie, des intonations, une musique unique » qui la première, « met le monde en récit ». Puis toucher, parce qu'il existe presque « une geste de la lecture et de l'écrit ». Dans la lecture en effet, la participation corporelle est majeure : que l'on lise assis, couché, la lecture nous émeut et nous traverse. De quoi éclairer, si besoin était, la pertinence des actions conduites auprès des tout-petits et de leurs parents pour la découverte du livre. Les tables- rondes ont été complétées par deux autres thèmes de rencontre : le volet francophonie de la Fondation à travers son action menée avec l'association Trait d'union France-Madagascar et une présentation de « Lire le Théâtre », illustrée notamment par une lecture de quatre adolescents qui ont travaillé avec l'association les Ecrivains Associés de Théâtre, soutenus par la Fondation.

Liste des actions Lire la Ville

Lire la Ville en Alsace

Crédit Mutuel Centre Est Europe

En 2012-2013, le programme Lire la Ville en Alsace a invité plus de 850 élèves à découvrir leur patrimoine de proximité en compagnie de leurs enseignants et de professionnels : écrivains,

historiens, plasticiens, architectes... Parmi les thèmes abordés : " L'inconnu derrière les murs", " Colmar sort le grand jeu", " Un village alsacien de moyenne montagne en 1800 "... Les travaux réalisés, romans - photos, maquettes... seront exposés deux semaines au mois de juin 2013.

Lire la Ville, les bourgs et les villages

Crédit Mutuel Loire-Atlantique et Centre-Ouest

Après une première édition réussie sur le territoire du Castelbriantais, le programme Lire la Ville s'étend aux autres départements ruraux ou enclavés de l'académie. Le Comité de pilotage constitué des différents partenaires a sélectionné treize projets portés par des binômes école primaire-collège. A titre d'exemple, à Ancenis, 60 élèves des cycles 1-2-3 de l'école primaire Du Dauphin travailleront sur la vision subjective de leur environnement proche et confronteront leur expérience avec celle d'une classe de 6è qui aura également fait des recherches sur le même thème. L'objectif est bien de renforcer la continuité éducative entre le premier et le second degré et de découvrir son patrimoine de proximité.

Lire Clermont

Crédit Mutuel Massif Central

Lire Clermont s'adresse aux élèves des classes élémentaires de la région clermontoise. Plus de 900 enfants s'interrogent sur les aspects patrimoniaux de leur ville, étudient les métamorphoses de leur environnement immédiat et restituent leur vision au travers de réalisations : livre collectif grand format, productions plastiques en à-plat et volume, court-métrage, film d'animation, comédie musicale. Chaque année au mois de juin, une exposition finale est organisée dans un lieu mis à disposition par la mairie.

Autobiographie à l'Académie d'Aix-Marseille

Crédit Mutuel Méditerranéen

La Journée de l'Autobiographie est une manifestation organisée par le Rectorat de l'Académie de Marseille, en partenariat avec l'Association pour l'Autobiographie (APA) et la ville d'Aix-en-Provence. Sa vocation est d'impliquer le maximum d'élèves primo arrivants, nombreux dans l'académie, et des élèves en difficulté de lecture et d'écriture, par le biais d'expressions artistiques multiples reposant sur l'écriture de leur autobiographie. Autour d'une thématique annuelle, les élèves de 30 établissements préparent dans le cadre d'ateliers artistiques des travaux individuels et collectifs. En mai de chaque année, ils se rassemblent à la Cité du livre d'Aix-en-Provence pour présenter leur travail par des lectures à haute voix. Un événement spécial viendra marquer l'année Marseille 2013.

Ecrire et cultiver la citoyenneté européenne

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

L'association GRAPHITES de Toulouse a pour objectif la conception, la production et la mise en œuvre d'actions de sensibilisation, de formation, d'éducation, de transmission dans les domaines littéraires, artistiques, culturels. La Fondation soutient le projet innovant « Ecrire et cultiver la citoyenneté européenne », destiné aux élèves de l'académie.

Lire la ville, écrire sa ville : un voyage dans l'inconnu du quotidien

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

Avec le soutien de la Fondation, l'Académie de Bordeaux développe depuis trois ans "Lire la ville, écrire sa ville" sur le territoire du Lot-et-Garonne. Déambulations urbaines avec un architecte/urbaniste, découvertes de l'univers d'un artiste phonographe et réalisation d'une production finale sonore, visuelle et écrite sont les grandes lignes pédagogiques proposées aux élèves d'Agen. En 2012-2013, le programme s'étend sur la ville de Pau.

Lire la Ville à Lille

Crédit Mutuel Nord Europe

La Fondation et le Crédit Mutuel Nord Europe soutiennent le programme Lire la ville développé sur l'Académie de Lille en direction des ECLAIR - Écoles, collèges et lycées pour l'ambition et la réussite - de l'académie. En 2012-2013, plus de 1 000 élèves exploreront des thèmes aussi différents que : Lire le canal, Lille Sud en mutation, Ville à vivre, Tissages, mes tissages... Le CRDP a accueilli les travaux des élèves en fin d'année et organisera une visite guidée de Lille.

Voyages en ville Normandie

Crédit Mutuel de Normandie

L'opération Voyages en ville entraîne chaque année des centaines d'écoliers, de collégiens et de lycéens de Normandie à la découverte des trésors de leur environnement. L'encadrement est assuré non seulement par les enseignants mais aussi par des professionnels (architectes, photographes, écrivains). 28 établissements participeront à l'édition 2013 et un jury académique récompensera les meilleures productions en fin d'année scolaire.

Lire le théâtre avec les Écrivains Associés du Théâtre

Action Nationale

Les Écrivains Associés du Théâtre, qui regroupe environ 300 auteurs de théâtre, se font un devoir de promouvoir l'écriture théâtrale contemporaine, de faire connaître l'étendue de sa richesse, de sa diversité, particulièrement dans le monde de l'éducation. L'association est présente sur l'ensemble de l'hexagone, y compris à l'outremer et à l'étranger, en Suisse et en Belgique. Elle travaille en réseau et s'appuie sur des personnes relais dans chaque territoire. En 2012 et 2013, le programme "Lirécrire" des EAT aura lieu en Ile-de-France, dans les Pays de la Loire, en Savoie, en Guyane et dans le Nord Pas-de-Calais. Parallèlement, collégiens et lycéens de 10 classes en Aquitaine participeront aux Comités de lecture des écritures pour le théâtre, opération académique du Rectorat de Bordeaux.

Les Jeunes Guides de banlieue

Crédit Mutuel Ile-de-France

Après avoir sélectionné des sites urbains à valoriser d'un point de vue architectural, l'équipe d'Influenscènes forme une soixantaine de jeunes de banlieue à faire des visites commentées de leur quartier aux nouveaux habitants, aux enfants des centres de loisirs et des écoles..., en y apportant une valeur ajoutée : leur vécu dans la cité. Exercices de prise de parole, respiration, diction,

construction d'un discours, trouver sa place au sein d'un groupe, lecture à haute voix et rythme rapide de 100 mots pour la ville, écriture de textes pour les visites sont au nombre des thématiques d'ateliers.

Liste des actions La voix des Lettres

Fabula

Crédit Mutuel Nord Europe

Jean de La Fontaine, né à Château-Thierry, est au cœur du projet Fabula du Théâtre de La Mascara. La Fondation accompagne les 130 ateliers de lecture et d'écriture qui inviteront, dès le mois de mars 2013, élèves et détenus à (re)découvrir l'univers des Fables de La Fontaine.

Écritures du territoire, territoires d'écriture

Crédit Mutuel Nord-Europe

Le Facteur Théâtre développe une politique territoriale de création des œuvres des auteurs dramatiques vivants au travers des productions et de promotion de celles-ci à travers diverses actions (lectures, édition, ateliers d'écriture, performances, ...) dont la plus voyante est L'été en automne qui se déroule tous les deux ans sur le territoire de Champagne-Ardenne (et bientôt au-delà) en itinérance.

Le Prix des Incorruptibles

Action nationale

Le Prix des Incorruptibles a fêté en 2012 sa 23^{ème} édition. Ce prix littéraire, décerné par de jeunes lecteurs de la maternelle à la 3^{ème}, fait lire et voter plus de 320 000 enfants chaque année. L'action est relayée par des libraires, des animateurs de centres aérés et des bibliothécaires dans tout l'hexagone. Les parents sont également partie prenante puisqu'ils ont désormais leur propre Prix des Incorruptibles.

Prix littéraire en Anjou

Crédit Mutuel d'Anjou

Présents partout en France, les établissements dépendant des Maisons familiales rurales accueillent des jeunes et des adultes en formation par alternance. MFR49 organise un prix littéraire départemental. Les élèves de l'enseignement agricole accompagnés de leurs éducateurs, lisent, échangent et votent au sein de leur MFR. La journée départementale leur permet de rencontrer les auteurs.

Autour du Salon du Pays de Lorient

Crédit Mutuel de Bretagne

Fidèle aux valeurs d'éducation populaire, le salon du Livre Jeunesse du Pays de Lorient s'inscrit dans une mobilisation et des actions qui se déroulent toute l'année, s'adressant ainsi à tous les publics, et en particulier aux publics non acquis à la lecture. Deux éditeurs sont mis à l'honneur chaque année. Des auteurs et/ou illustrateurs viennent rencontrer des classes et un travail est réalisé en amont avec les enseignants.

250 plumes en Côte d'Or

Crédit Mutuel Centre Est Europe

L'association Mots et Plumes, fondée en 2008, organise une fois par an un salon du livre en alternant deux communes différentes. Le projet comprend des ateliers d'écriture collective en collèges et lycées, s'étalant sur plusieurs séances au fil de l'année scolaire, qui amènent à la rédaction d'un livre. Ce livre a été édité, publié puis présenté officiellement lors du salon du livre.

La nouvelle de la classe

Crédit Mutuel Centre Est Europe

Conçu comme prolongement de la manifestation du Livre sur la Place de Nancy, le prix « La nouvelle de la classe » est un concours d'écriture de nouvelles destiné aux classes de CM1 et CM2 de l'Académie de Meurthe et Moselle. Encadrés par leur enseignant, les enfants imaginent et rédigent collectivement une nouvelle accompagnée d'une illustration. Parrainés par Jean-Pierre d'Ormesson, ils ont travaillé cette année sur la lettre R et les lauréats se sont rendus à l'Académie française.

Rendez-vous n'importe où... dans ma maison

Crédit Mutuel Centre Est Europe

L'Association Culturelle et Sportive des Ecoles de Contrexéville mène depuis 2001 un projet culturel autour de la littérature qui concerne la jeunesse et les familles, de la toute petite enfance jusqu'à l'adolescence. Le pôle Lecture soutient le Salon de la littérature jeunesse, action phare du projet global et annuel autour de la création littéraire (prix littéraire, spectacles, résidences...). Précédé d'ateliers d'écriture et de création de décors autour du thème de l'année, le salon est l'occasion de nombreuses rencontres avec un petit groupe d'écrivains (une dizaine maximum) et des petits éditeurs indépendants sélectionnés par l'organisation.

Lire en Loire et Nohain

Crédit Mutuel Centre Est Europe

Le pôle de Lecture de la Fondation du Crédit Mutuel a accompagné le lancement du festival de littérature jeunesse, intitulé « Lire en Loire et Nohain » et soutenu les nombreuses actions de lecture tout au long de l'année : étude de textes et lectures à haute voix dans les écoles et les collèges, concours d'écriture et de dessin ouverts au jeune public.

Sur le pas de la porte... de mon école

Crédit Mutuel Centre Est-Europe

Les bibliothèques pédagogiques de Sarreguemines Est et Ouest insufflent une dynamique de lecture et d'écriture dans une quarantaine d'établissements du secteur rural de Sarreguemines. Connaître

son environnement proche est une condition essentielle pour appréhender le monde dans sa globalité. Ainsi, à travers un itinéraire de promenade, les élèves se sont lancés à la découverte de leur patrimoine historique, architectural, culturel et naturel, et ont rédigé et édité un guide touristique, distribué auprès des offices de tourisme de la région.

Festival à livre ou vers

Crédit Mutuel Centre Est Europe

Soutenir Poètes de l'amitié – Poètes sans frontières, c'est permettre à des bénévoles (impliqués de longue date dans l'association) de continuer leur action de sensibilisation à la poésie et la lecture à haute voix dans les départements de Saône et Loire et des Côtes d'Or : maisons de retraite, bibliothèques, foyers Alzheimer ou pour aveugles.

Pérégrinations littéraires dans le Haut-Jura

Crédit Mutuel Centre Est Europe

Ce travail d'éveil à la littérature au travers de marches en montagne essaime en milieu rural et au-delà des frontières (5 cantons suisses, 2 régions françaises, 3 départements, 25 communes et 15 villes de l'arc jurassien). Il a bénéficié à plus de 2 000 personnes en 2012.

Autour du Salon du Livre de Chaumont

Crédit Mutuel Centre Est Europe

La Fondation a accompagné les deux concours, récompensés chacun par un prix, en marge de la manifestation : le « Prix des centres de loisirs » et le « Prix pour les médiathèques » de Haute-Marne. Le fil conducteur de ces deux concours était l'image et l'animation dans les livres pour enfants. Il a donné lieu à des productions collectives réalisées par des enfants âgés de 6 à 11 ans.

17^e Festival de la correspondance de Grignan

Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarois

Le Festival de la Correspondance de Grignan célèbre chaque année l'art épistolaire. Il rassemble des artistes interprètes, auteurs, écrivains, universitaires et chercheurs, artistes plasticiens... autour de spectacles, ateliers, lectures, animations et éditions des correspondances. « Les correspondances de philosophes » étaient à l'honneur de la 17^{ème} édition du festival de juillet 2012.

Juke-Box ados et malles à lire

Crédit Mutuel Ile-de-France

L'équipe du CPLJ 93 a pris l'initiative de mener des actions de terrain, en direction des enfants, dans sa zone géographique (93) : expositions, ateliers d'écriture, colloques et diffusion de malles de livres... La Fondation prend en charge les nouveaux volets pédagogiques que développe l'association: la malle à l'Abord'Art et les Juke-Box ados, outil de méditation littéraire d'un genre nouveau.

L'heure verte, un rendez-vous au cœur de la lecture

Crédit Mutuel Loire-Atlantique et Centre Ouest

Rendez-vous initié en 2010, l'heure verte a été développée dans le cadre de la politique lecture pluriannuelle de la ville de Nantes et du festival Aux heures d'été. Ce rendez-vous hebdomadaire du festival a pour objectif de sensibiliser le public à la lecture et d'offrir une nouvelle porte d'entrée sur la littérature. Le pôle Lecture finance le travail mené en amont auprès des publics de 3 quartiers différents et des détenus. Les participants sont initiés à la lecture à haute voix et écrivent des textes qui sont ensuite lus pendant le festival.

Les légendes du futur

Crédit Mutuel Loire-Atlantique, Centre-Ouest

Le Parc régional de Brière, créé en 1970, s'inscrit dans son territoire en valorisant les espaces et les ressources locales. Son nouveau volet pédagogique aidé par la Fondation concerne la mise en place d'un concours « Les Légendes du futur » pour les élèves des écoles et des collèges de la région.

Auteurs nomades

Crédit Mutuel Massif Central

Auteurs nomades, nouveau projet de l'association LIRA, favorise la mixité des publics et l'accès à la culture pour tous par l'organisation de rencontres entre la population et les acteurs culturels locaux d'Auvergne. Sur l'ensemble du territoire de la région Auvergne, des auteurs et/ou éditeurs sont invités à intervenir dans des librairies indépendantes, dans les établissements scolaires, et les bibliothèques.

Escales littéraires en lycée professionnel

Crédit Mutuel Massif Central

Initié en 2010 par Le Transfo, le rectorat, et l'association des libraires indépendants LIRA, l'opération des Escales littéraires fait découvrir la littérature contemporaine, (re)donne le goût de lire et fait connaître les métiers et les lieux du livre aux élèves des lycées professionnels de la région : visites, débats, rencontres avec des écrivains, conférences.

Poésie dans les écoles du Var

Crédit Mutuel Méditerranéen

Les ateliers de Plaine Page initient les jeunes lecteurs de Barjols à la lecture à haute voix, une façon originale de découvrir la littérature. Ecoles primaires, collèges, lycées et centres de formation des apprentis participent ensuite à la semaine de la poésie « Un Max de Poésies ».

Les petites rencontres

Crédit Mutuel Méditerranéen

L'association LIRE milite depuis dix ans pour la promotion et l'accès à une littérature de jeunesse de qualité dans une région relativement isolée et éloignée des grands pôles culturels : la vallée de l'Ubaye dans les Alpes de Haute-Provence. Son équipe, uniquement composée de bénévoles,

enseignants, parents et de médiateurs du livre, se mobilise tout au long de l'année autour de la rencontre avec les livres et organise en mai quatre journées de petites rencontres.

Prix du polar jeunesse des Hautes-Pyrénées

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

Le Centre Départemental de Documentation Pédagogique des Hautes-Pyrénées a organisé la 5e édition de la manifestation Pris par le Polar. L'objectif principal de Pris par le Polar est l'incitation à la lecture par le biais de romans policiers contemporains. Diverses activités sont proposées dont un prix littéraire, des rencontres avec des auteurs, un concours de nouvelles policières, un concours de romans - photos sur le thème général du polar et une enquête virtuelle.

Donner le plaisir de lire à travers la littérature jeunesse

Crédit Mutuel Nord Europe

Depuis 1993, l'association Brouillons de Culture propose des pratiques culturelles, à travers la littérature de jeunesse, aux enfants et aux adolescents de 4 à 16 ans de la région Nord Pas-de-Calais. Les projets sont tous menés en lien avec des lieux culturels (musées, bibliothèques, médiathèques, Conservatoire National de Région, Ecole d'Art...), des lieux d'accueil (centres sociaux, centres de loisirs, Maison d'enfants, Emmaüs, ...), des établissements scolaires de la maternelle au lycée.

Prix Littéraire des collèges du Bessin au Virois

Crédit Mutuel de Normandie

Le Prix Littéraire des collèges du Bessin au Virois – Normandie - fait participer plus de 600 élèves à une aventure qui les incite à la découverte de genres littéraires variés, à un travail de recherches documentaires, à la rédaction de questions pour les rencontres avec les auteurs, de fiches de lecture, de critiques littéraires et des débats autour des livres sélectionnés.

Je lis et j'écris dans le canton de Soubise

Crédit Mutuel Océan

L'Ancre et la Plume a pour mission de promouvoir la lecture et l'écriture dans les communautés de communes de Charente-Maritime, en direction des scolaires et des populations sensibles. En point d'orgue au travail de l'année, elle organise tous les deux ans le Salon du Livre de la Rochelle. En amont de ce salon (7, 8, 9 décembre 2012), L'Ancre et la Plume lance une opération spécifique en direction des enfants du canton rural de Soubise : Je lis et j'écris. 12 classes volontaires de la CDA ont bénéficié de la présence d'un auteur Jeunesse national.

Ce matin, la neige

Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc

« Ce matin, la neige » est un projet artistique et culturel en direction et avec les personnes âgées vivant près de Thonon-les-Bains. Il réunit le théâtre, des ateliers d'écriture, une publication et de la lecture à haute voix. Un événement intercommunal est venu clore l'année de travail.

Miroir, que lis-tu ?

Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc

Chaque année, depuis plus de 25 ans à Annemasse, le festival naît de questionnements qui invitent à cheminer en littérature de jeunesse. En 2012, le comité de pilotage a proposé aux structures partenaires d'aller ensemble voir tout ce qui se cache derrière le miroir : les reflets et les formes, les gestes et leur symétrie, d'imaginer l'autre côté du miroir, de découvrir le reflet de soi-même et le regard de l'autre, d'appréhender la lecture comme reflet de l'écriture et vice-versa, l'image de soi et de la société, se méfier des apparences, jouer avec le reflet, la déformation, tout ce qui se cache derrière.

Lecture à Haute Voix

Crédit Mutuel du Sud-Est

Grâce à l'appui du pôle Lecture de la Fondation du Crédit Mutuel et des administrateurs du CME, le Comité des Activités Nouvelles de Saint-Etienne a lancé en Haute-Loire une opération baptisée Lecture à Haute Voix. Une quinzaine d'établissements, de l'école élémentaire au lycée, ont bénéficié d'interventions artistiques : lecture par des comédiens, lecture à haute voix en présence d'un comédien et une restitution regroupant les projets de plusieurs établissements dans divers lieux culturels.

Quand l'histoire fait des histoires

Crédit Mutuel du Sud-Ouest

En amont du salon de Sarlat, des ateliers d'écriture sont menés d'octobre 2012 à mars 2013 en direction des scolaires. Un illustrateur vient travailler avec les élèves pour créer l'affiche du salon. Les enseignants sont eux formés à l'accueil d'un auteur ou illustrateur. Des concours sont mis en place à l'issue desquels les meilleures nouvelles et les meilleures illustrations se verront récompenser.

Liste des actions Vaincre l'illettrisme

Quand les livres relient

Action nationale

Parce que les livres de littérature jeunesse de qualité sont un support incontournable pour un travail d'éveil à la lecture, parce que tout acteur de terrain, bénévole ou professionnel, éprouve un jour ou l'autre la nécessité de parfaire ses connaissances pour lancer de nouvelles initiatives lecture, voici autant de raisons pour lesquelles le pôle Lecture de la Fondation du Crédit soutient depuis l'origine le réseau Quand les livres relient, agence nationale des pratiques culturelles autour de la littérature jeunesse. Des journées rencontres sont régulièrement organisées au siège de la Confédération nationale du Crédit Mutuel.

Trait d'union

Action à Madagascar

L'association Trait d'union, créée en 2000, achemine vers Madagascar des livres neufs en langue française. Son action s'est étendue à l'implantation, dans des villages de brousse, de 21 bibliothèques appelées CLIC (Centre de Lecture d'Information et de Culture) gérées par les malgaches eux-mêmes. Chaque année, 250 000 enfants, adolescents et jeunes adultes viennent lire et emprunter des livres. En partenariat avec l'Alliance Française et le soutien de la Fondation, Trait d'union assure la formation des bibliothécaires des CLIC à la pédagogie de la lecture et vient de recruter deux animateurs.

Des mots à la bouche

Crédit Mutuel d'Anjou

Des mots à la bouche est un ensemble de propositions faites tout au long de l'année par l'association Autour de l'Écriture, avec des rencontres et un concours de nouvelles. Le thème de cette cinquième édition est « Galerie de portraits », avec Nicolas Jollivot comme invité principal. Le pôle Lecture de la Fondation soutient la démarche en direction du milieu scolaire réalisé en amont du festival : exposition de travaux originaux, rencontres et dédicaces.

Des livres en toute liberté !

Crédit Mutuel de Bretagne

Des livres circulent dans le quartier prioritaire des Hautes Ourmes de Rennes et donnent lieu à des temps d'échanges ludiques dans diverses structures : les écoles maternelles et primaires, le centre social et un parc municipal avec la carriole de l'été.

Des mots contre les maux !

Crédit Mutuel de Bretagne

Rédiger des récits de vie ou des biographies, proposer des cours de français ou de méthodologie "apprendre pour apprendre", animer des ateliers d'écriture et de lecture créatives sont au nombre des interventions que L'Atelier d'Écriture développe principalement dans les services hospitaliers de Rennes.

Les parents et la caravane des Ludo-livres

Crédit Mutuel du Centre

Par petits groupes, des parents en ateliers d'alphabétisation vont sélectionner des ouvrages de littérature de jeunesse et constituer des malles pédagogiques de jeux et d'activités. Ensuite, accompagnés d'une animatrice lecture, ils se rendront dans les écoles élémentaires du département pour animer des après-midis de lecture.

Des histoires plein les valises !

Crédit Mutuel du Centre

Dans le prolongement du Salon de Beaugency, Val de Lire propose des séances de lectures à haute voix de la petite enfance (salle d'attente de la PMI, Ram, accueil parents/enfants, centre de loisirs...) à la maison de retraite, afin de porter la littérature jeunesse dans des lieux où elle n'est pas attendue et de tisser des liens entre les participants et les divers acteurs.

La Valise théâtre

Crédit Mutuel du Centre

Cette valise, composée de 16 textes de théâtre contemporain de jeunesse, sillonne les collèges et les médiathèques de l'agglomération orléanaise. Deux rencontres sont proposées : l'une au moment de la remise de la valise pour présenter les pièces, et l'autre à l'issue du prêt, avec un metteur en scène et deux comédiens, pour partager réflexion et émotion suscitées par cette expérience.

La saveur des mots

Crédit Mutuel du Centre

Avec l'appui du pôle Lecture, l'association met en place des rendez-vous mensuels autour de la lecture dans des lieux différents chaque mois : centre social, bibliothèque, ferme pédagogique, MJC. Priorité est donnée aux personnes en situation de (ré)insertion sociale et/ou professionnelle.

La Ville aux Livres

Crédit Mutuel du Centre

La Ville aux Livres est une action menée du printemps à fin novembre 2012 sur l'Est Tourangeau. Elle se décline en de multiples projets touchant les secteurs enfance et jeunesse du centre social, les écoles maternelles et élémentaires, le collège Pablo Neruda ainsi que la maison d'accueil des personnes âgées. S'appuyant sur la littérature jeunesse, les objectifs sont de favoriser tout au long de l'année les temps de partage intergénérationnels et développer les animations et les temps de découverte de l'objet livre, de la petite enfance aux personnes âgées. Le travail s'est concrétisé par une manifestation finale du 12 au 25 novembre 2012 : La Ville aux Livres.

Délires de lire, plaisirs d'écrire

Crédit Mutuel Centre Est Europe

C'est à l'initiative du collectif de bénévoles que nombre d'activités autour de la lecture et de l'écriture voient le jour dans l'Yonne : cascades d'écriture pour les structures scolaires et associatives, prix littéraire en partenariat avec les bibliothèques et une librairie, des malles thématiques.

Ecouter des histoires pour mieux vivre ensemble

Crédit Mutuel Centre Est Europe

Cette jeune association alsacienne a pour but de créer, développer et coordonner des actions de soutien à la parentalité et aux liens entre générations, avec comme supports privilégiés le livre, la lecture à haute voix et les jeux collectifs. La Fondation accompagne les ateliers lecture en PMI pour épauler les puéricultrices de Luzelhouse, Molsheim, Schirmeck, etc.

Les bébés lecteurs en promenade

Crédit Mutuel Centre Est-Europe

Créée en 1980, l'association dijonnaise Promolec est une des premières structures à s'être penchée sur l'importance de lire aux tout-petits. Elle s'adresse en priorité aux publics les plus éloignés de toute infrastructure culturelle et sillonne le département avec le camion lecture financé par la Fondation. Depuis 2010, la Fondation accompagne deux actions phare : Escargolivres (lectures en PMI, lectures de rue, auprès des gens du voyage) et Bébés lecteurs en promenade (animations festives en milieu rural autour du livre et des tout-petits).

Toi grand, moi petit

Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarois

Grâce au camion à histoires de l'association Toi grand, moi petit, ce sont 300 à 400 enfants de la Drôme et de l'Ardèche qui sont sensibilisés à des textes de littérature enfantine. L'utilisation de la lanterne magique permet au public d'être visuellement plongé dans l'univers de l'histoire.

Partage des écritures et de lecture

Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarois

Implanté sur un territoire isolé de la Drôme, l'Atelier du Hanneton est un lieu culturel vivant avec sa bibliothèque de campagne, son matériel typographique et son réseau d'artistes (peintre, poète, céramiste...), tous investis de mission d'animations. En 2012, cinq sites et 200 personnes, de l'élève de primaire au retraité, ont suivi des ateliers d'écriture et de lecture.

Le conte auprès des enfants hospitalisés

Crédit Mutuel Ile-de-France

Le pôle Lecture soutient l'action menée à l'Hôpital Necker par les conteuses d'Astolfo sulla Luna. Des histoires sont d'abord racontées sans le support du texte pour laisser libre cours à l'imaginaire. Ensuite, les enfants et les adolescents hospitalisés passent par un support écrit

et illustré et réalisent des productions exposées à la médiathèque de l'hôpital.

Rencontres littéraires intergénérationnelles et interculturelles

Crédit Mutuel Ile-de-France

L'objectif de ce projet, porté par l'association Limite Bord Cadre, est d'intervenir auprès des personnes âgées qui sont isolées dans les maisons de retraite, de partir à leur rencontre avec des livres jeunesse, de lire, débattre et développer des projets d'écriture pour favoriser le lien social intergénérationnel (rencontres avec des jeunes de la maternelle jusqu'au collège) et interculturel dans le Nord Est de Paris. Cet objectif est atteint à travers des ateliers de lecture, des ateliers d'écriture et des ateliers de pratique théâtrale à travers la mise en voix des lectures.

Des mots pour tous

Crédit Mutuel Ile-de-France

Basée à Saint-Denis, l'association Mots et Regards construit des projets dans lesquels la lecture et l'écriture sont des occasions de rencontres intergénérationnelles. Elle propose des lectures à haute voix pour enfants et adultes des permanences d'écrivain public, un atelier d'écriture, des récoltes de récits d'habitants. Ses actions ont pour but de rendre les mots de chacun visibles, audibles, lisibles. Et ses manifestations deviennent des outils de partage, pour lutter contre toutes les formes d'exclusion et d'isolement.

Plaisir de lire

Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie

Au-delà d'une Foire aux Livres annuelle à Allonnes, l'association développe des actions lecture du Réseau de Réussite Scolaire, des animations « langage et lecture » auprès d'enfants bénéficiaires des Restos du cœur ou encore l'opération « passe-livres » par la mise à disposition de livres.

Les ateliers à Fotokino

Crédit Mutuel Méditerranéen

L'association Fotokino, créée en 2000, développe des projets liés à l'image en direction des enfants et de leur famille, à Marseille et dans la région. Le pôle Lecture de la Fondation du Crédit Mutuel soutient les ateliers du mercredi qui sont proposés aux centres sociaux, structures sociales, foyers du centre-ville de Marseille, et permettent ainsi aux enfants de bénéficier de propositions culturelles de qualité, notamment autour du livre. Un dimanche en famille Fotokino prolonge les découvertes réalisées en atelier, et invite les familles du quartier à prendre le temps pour découvrir ensemble l'univers d'un auteur-illustrateur.

Graines de culture

Crédit Mutuel Méditerranéen

Basée à Tarascon, l'association des Bleus et des Vers cultive l'amour des livres auprès des enfants : montrer des livres, raconter des histoires, lire, faire lire, faire découvrir la richesse des ouvrages d'enfance, venus du monde entier, c'est leur donner la musique de la langue écrite ; les aider à dessiner l'histoire, c'est leur permettre de mieux la comprendre, d'être « acteur » et de s'appropriier les mots et leur sens.

La lecture partagée

Crédit Mutuel Méditerranéen

Le Goût de lire en Pays d'Apt propose des ateliers de lecture et d'écriture au sein de bibliothèques locales pendant lesquels chacun est amené à s'approprier le langage, à produire des textes et à les donner à entendre aux autres membres du groupe. Lors de ces ateliers soutenus par le pôle Lecture, les livres des auteurs invités par l'association sont lus à haute voix. En éveillant l'intérêt pour les mots, l'association veut prévenir les rejets et les blocages qui peuvent conduire à l'illettrisme, tout en intégrant les parents dans cette démarche.

Les nomades du livre

Crédit Mutuel Méditerranéen

Créée en 2003 à Montfavet, Grain de Lire regroupe une trentaine de membres, instituteurs, professeurs, bibliothécaires, documentalistes, libraires, auteurs, conteurs, animateurs autour du projet Les nomades du livre. Son objectif est de centraliser les actions menées en faveur de la lecture au sein du département, et d'œuvrer pour la défense de la littérature jeunesse, par le biais de formations, d'animations, de mise à disposition de livres, d'interventions sur des classes lecture, d'ateliers d'écriture.

Le comité de lecture jeunesse

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

Implanté dans les Landes, Le jardin de Jules propose des animations et des jeux autour du livre de jeunesse. En 2012, le pôle Lecture a encouragé la création d'un comité de lecture où les enfants, les parents et les professionnels de l'enfance ont rempli des fiches de lectures puis débattu des textes en soirées. Chaque critique et coup de cœur ont été publiés dans un bulletin trimestriel à destination des écoles, crèches, commerces, centres de loisirs, réseau d'assistantes maternelles.

La bibliothèque idéale

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

Une bibliothèque idéale à la manière de Georges Perec dans la région de Bayonne ou comment enfants, parents, professionnels de la petite enfance et bibliothécaires sélectionnent les 100 livres de littérature de jeunesse qu'il faut avoir lus !

Une année de vive voix – Quartier en toutes lettres

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

Autour d'expositions originales, rencontres, lectures, spectacles, animations littéraires, Confluences propose d'aborder la littérature par la découverte vivante et documentée de grandes œuvres, généralement en présence et avec la participation de leurs auteurs. La Fondation soutient deux activités menées tout au long de l'année :

- la lecture à voix haute, de septembre à mai, dans les collèges et lycées de Tarn-et-Garonne et Midi-Pyrénées,
- des rendez-vous littéraires dans les quartiers prioritaires de Montauban.

Ateliers autour du livre en pays de Cocagne

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

En partenariat avec les acteurs culturels, l'équipe artistique Du bout des doigts privilégie les ateliers autour du livre et de la lecture en milieu rural. Reliure, découverte du conte et de l'oralité à l'école, écriture pour valoriser le patrimoine sont au nombre des actions aidées par la Fondation.

Des histoires pour toutes les oreilles

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

L'association Lire à Figeac a, pendant vingt ans, organisé une fête du livre, complétée par des conférences et des rencontres pour les scolaires. Avec le soutien de la Fondation, elle expérimente une nouvelle formule qui se décline en quatre saisons : cycle de conférences en hiver ; expositions, spectacles et rencontres d'auteurs au printemps pour les jeunes ; lectures africaines lors de deux festivals en été ; un week-end d'automne, des lectures dans la ville par des comédiens professionnels dans des lieux publics ou privés pour toucher de nouveaux publics.

Ateliers de lecture et d'écriture à Toulouse

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

Le Tambour développe des ateliers d'écriture et de lecture en milieu scolaire et auprès d'adultes en difficulté dans la maîtrise de la langue française. La Fondation du Crédit Mutuel pôle Lecture accompagne deux projets menés sur le quartier sensible de Bagatelle-Farouette, l'un en direction de collégiens, l'autre en direction d'un groupe d'adultes en alphabétisation.

Ateliers de savoirs de base dans le Gers

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

Dans le cadre du centre de formation, l'association REGAR offre des cours de français basés sur les jeux de rôles. Plus de 130 apprenants en bénéficieront cette année.

Lutte contre l'illettrisme à Toulouse

Crédit Mutuel Midi - Atlantique

Acquérir les savoirs de base, développer son autonomie, s'insérer socialement et professionnellement, voici la mission de l'APSEM en direction d'adultes bénéficiaires du RSA, de femmes et de publics d'origine étrangère.

Lire avec bébé dans l'Oise

Crédit Mutuel Nord Europe

Association de référence dans le domaine de la prévention de l'illettrisme et membre de Quand les livres relient, Grandir ensemble ne cesse de développer ses interventions de lecture dans divers lieux de la petite enfance : consultations de PMI, crèches, services de maternité et de pédiatrie, bibliothèques. Les lectrices professionnelles de l'équipe se rendent aujourd'hui dans 20 lieux et créent 10 000 moments-lecture-enfants par an. La Fondation participe aussi aux réunions d'analyse de la pratique essentielles à la qualité des interventions.

La boîte à mots

Crédit Mutuel Nord Europe

Lors d'ateliers d'écriture, des enfants écrivent le courrier de leurs vies, de leurs rêves, de leurs peurs sur le monde qui les entoure. Ils peuvent être accompagnés individuellement par un « facteur-écrivain public d'enfant ». La fonction de celui-ci est de faciliter l'expression et l'écriture. Les facteurs sont diplômés en carrières sociales ou sciences de l'éducation. Des bénévoles, membres de la société civile, qui ont choisi d'être des lecteurs attentionnés pour ces écritures d'enfants, répondent aux lettres des enfants en cherchant à les éclairer et à partager leurs émotions. Les facteurs de la Boîte à Mots rapportent ensuite aux enfants leurs réponses. Ils les aident individuellement à lire et à comprendre la lettre-réponse.

Continabulles

Crédit Mutuel Nord Europe

Rendre actrices de la culture les populations les plus éloignées de ce domaine et les accompagner dans leur démarche pour qu'elles prennent leur place dans la société est au cœur de l'action de l'association Bulles de Théâtre. Continabulles est un projet intergénérationnel de la région picarde : des temps de rencontres réguliers sont prévus entre les enfants, les adultes et les personnes âgées. Les conteurs spécialisés qui interviennent ont la spécificité de raconter pour les tout-petits.

Une rencontre, des rencontres autour du livre

Crédit Mutuel Nord Europe

Installée dans le quartier Renancourt à Amiens depuis 1998, l'association M.I.E.L. (Médiation Insertion Education par le Livre) a pour objectif de faire du livre un objet plaisir et familial, le faire vivre et entrer là où il n'est pas présent ou trop peu : espaces de lecture pour les enfants

au local de MIEL, lieu de ressource et d'orientation pour les familles, rondes d'albums, comités de lecture, ateliers d'écriture dans les écoles, les collèges, les structures qui accueillent des enfants en ville ou en zone rurale et les instituts de formation en lien avec l'enfant ... Son action touche plus de 1 000 enfants en région picarde.

Mots et merveilles

Crédit Mutuel Nord Europe

Comme le petit prince et le renard du célèbre roman de Saint-Exupéry, ils s'approprient... avant d'approprier lecture et écriture. À l'association Mots et Merveilles d'Aulnoye-Aymeries, une soixantaine de formateurs bénévoles font entrer pas à pas adultes et enfants dans le monde de la lecture et de l'écriture : ateliers, entretiens individuels, orientation vers les organismes de formation, partenariat avec les médiathèques, les missions locales... La Fondation soutient le projet d'une plate-forme de lutte contre l'illettrisme sur cinq villes de la Sambre-Avesnois en Nord Pas-de-Calais.

Jardins de lecture inter générations

Crédit Mutuel Nord Europe

L'association Jardins de lecture de Tourcoing initie à la lecture les publics fragilisés, élèves en SEGPA ou UPI, personnes en maison de retraite, enfants de 0 à 6 souffrant de pathologies (déficience et handicap), mères et enfants en maisons familiales. La Fondation soutient les actions de lecture à haute voix dans les classes de 6° et 4° SEGPA et UPI de Tourcoing, et les maisons de retraite. Ces deux belles actions citoyennes aident les élèves en difficulté et dynamisent la lecture auprès des personnes âgées.

Livres en balade

Crédit Mutuel de Normandie

Reconnue pour la qualité de son travail et son investissement sur le terrain auprès de publics fragilisés (en IME, sur les terrains des gens du voyage, à l'Armée du salut), Lire à Voix Haute Normandie fait plus de 230 lectures par an. C'est avec le camion lecture financé par la Fondation pour la Lecture que les animatrices vont régulièrement lire aux enfants du voyage non scolarisés de Petite Couronne de l'agglomération rouennaise.

Les Rendez-vous fous de l'été

Crédit Mutuel Océan

Tout l'été 2012, chaque jour, les familles rétaises et les vacanciers ont bénéficié de lecture d'albums offerte par Nelly de l'association Nourse. L'objectif éducatif de ces temps de lecture partagés était de sensibiliser les parents à la lecture d'album en leur apprenant à raconter une histoire et à communiquer avec leur enfant par ce médium.

III : POLE RECHERCHE ET ACTION SOLIDAIRE



En 2012, les quatre axes de travail du pôle « Recherche et action solidaire » ont été reconduits. En revanche, le Crédit Mutuel d'Anjou, qui utilisait ce pôle pour faire passer ses actions de mécénat, a souhaité créer cette année sa propre structure de mécénat et quitter la Fondation nationale.

Les quatre domaines d'intervention du pôle « Recherche et Action solidaire » ont permis de soutenir en 2012 14 structures, chaque structure ayant elle-même plusieurs activités. Pour l'essentiel, ces dossiers sont appuyés par les services de la Confédération et font l'objet d'un suivi régulier de la part du Délégué général ou du porteur de projet.

Les dossiers se répartissent comme suit :

1 : Initiatives solidaires

- Crepi
- Passeport Avenir
- Prix de la Solidarité (10 associations lauréates)

2 : Travaux de recherche

- Prix de la recherche coopérative
- Recma
- Enquête CNRS (Cerlis) sur l'engagement associatif
- Etude France Bénévolat/IFOP
- Université de Lyon 3/CERBF/création d'un site Internet

3 : Think tanks

- Confrontations Europe
- Mouvement Européen-France
- Institut Français des Relations Internationales

1 : Structures de l'économie sociale

- Coop FR
- CNCRES
- CJDES

Le Comité consultatif est composé de 3 membres

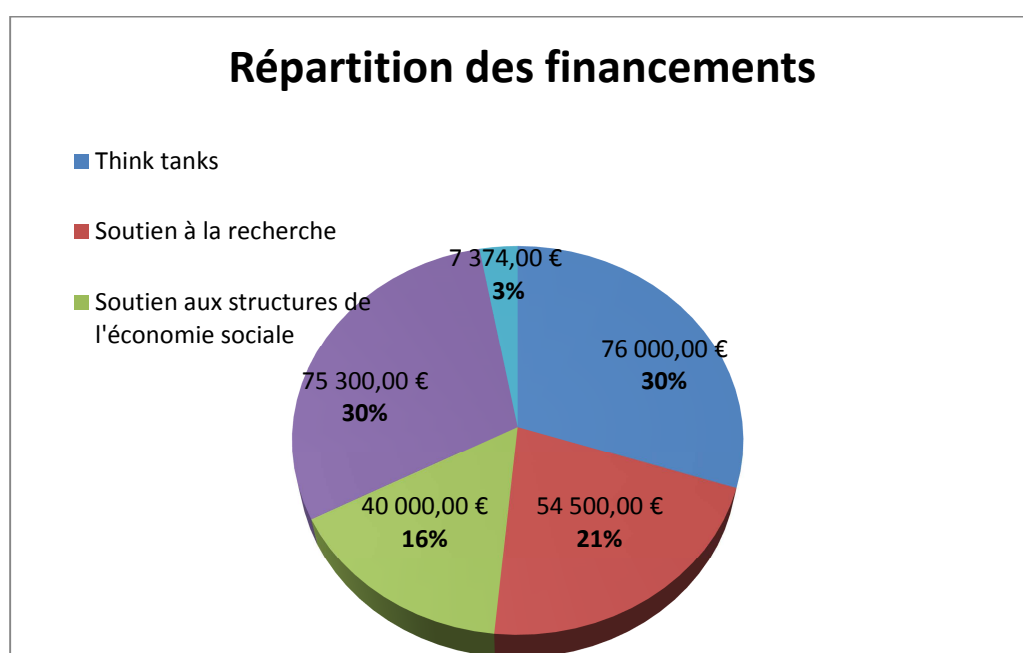
- Etienne Pflimlin, Président de la Fondation,
- Philippe Vasseur, Président de la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe,
- Daniel Baal, Directeur général adjoint de la CNCM.

Et d'un délégué :

- Frédéric Monot, Délégué général de la Fondation

253 174 euros ont été attribués en 2012. Plus de la moitié de ces financements est consacré au soutien aux laboratoires d'idées et aux actions de solidarité.

	Subventions	Frais FdF	Coût Fondation
Think tanks			
Confrontations Europe	27 000,00 €	810,00 €	27 810,00 €
Mouvement européen France	30 000,00 €	900,00 €	30 900,00 €
IFRI	19 000,00 €	570,00 €	19 570,00 €
Soutien à la recherche			
Prix de la recherche coopérative	5 000,00 €	150,00 €	5 150,00 €
RECMA	25 000,00 €	750,00 €	25 750,00 €
CERBF (Université de Lyon)/Développement d'un site Internet	10 000,00 €	300,00 €	10 300,00 €
Etude France Bbénévolat/IFOP	7 500,00 €	225,00 €	7 725,00 €
Etude Cerlis (associations/CNRS)	7 000,00 €	210,00 €	7 210,00 €
Soutien aux structures de l'économie sociale			
Cjdes	5 000,00 €	150,00 €	5 150,00 €
Coop FR	15 000,00 €	450,00 €	15 450,00 €
CNCRES	20 000,00 €	600,00 €	20 600,00 €
Actions solidaires			
Prix de la solidarité/Reader's Digest	15 000,00 €	450,00 €	15 450,00 €
CREPI	15 000,00 €	450,00 €	15 450,00 €
Passeport Avenir	45 300,00 €	1 359,00 €	46 659,00 €
TOTAUX	245 800,00 €	7 374,00 €	253 174,00 €



Descriptif des actions soutenues

1 : Soutien aux think tanks

Confrontations Europe

Fondée en 1992 par Philippe Herzog, Confrontations Europe est une association non partisane constituée autour d'un même engagement : **la participation active de la société civile à la construction de l'Europe. En tant que think tank européen, reconnu à Bruxelles où elle a un bureau, l'association est également un laboratoire d'études qui entend participer aux différents débats en :**

- impliquant les citoyens français dans la construction européenne;
- faisant émerger une société civile européenne.

Elle édite des publications comme :

Confrontations Europe, La Revue (trimestrielle), *-Interface*, la newsletter du bureau de Bruxelles.

Le projet soutenu

Confrontations Europe a consacré toute l'année 2012 au travail sur l'appropriation du marché intérieur par les citoyens et les acteurs de la société civile. Les Entretiens économiques européens (EEE), créés en 2009, qui s'inscrivent dans la réflexion et l'action de Confrontations Europe se sont réunis, fin octobre 2012, pour discuter de : « L'appropriation du marché européen pour construire une économie sociale de marché solidaire ». Cette manifestation viendra clore une année d'intenses réflexions sur l'Europe et son devenir.

Mouvement européen - France

Le Mouvement Européen-France (ME-F) est une association qui regroupe, au-delà de leur appartenance, les hommes, les femmes et les associations qui souhaitent s'engager en faveur de la construction européenne dans une perspective fédérale. Le ME-F est l'unique association présente sur l'ensemble du territoire français, à travers plus de **40 sections locales** qui agissent comme autant de relais de l'action du ME-F. Sa vocation est de développer dans le peuple français la prise de conscience de l'Europe et de la communauté de destin des peuples qui la composent. Le ME-F est la branche française du Mouvement Européen International basé à Bruxelles et présidé par Pat Cox, ancien Président du Parlement européen (de 2002 à 2004). Le ME-F cherche à faire progresser le débat pour des institutions communautaires plus efficaces en faveur d'une Union européenne plus proche des citoyens. L'association compte actuellement 3 000 membres.

Le projet soutenu

Le Mouvement Européen-France a quatre objectifs principaux:

1. Être un lieu de débat pluraliste et ouvert, grâce à des rencontres politiques régulières entre des responsables politiques français ou originaires d'autres pays d'Europe, des experts, des chefs d'entreprise et des citoyens à Paris et dans les régions ;
2. Intervenir dans des établissements scolaires, notamment dans les zones d'éducation prioritaire, les lycées professionnels ou technologiques ;
3. Travailler sur certaines politiques ou problématiques européennes ;
4. Développer et renforcer les liens avec le monde de l'entreprise.

En 2012, le programme est déjà lancé avec le Cycle de débats « Réalités européennes » ainsi que le nouveau cycle « Cafés d'Europe » qui permet au grand public de rencontrer des personnalités européennes. La 4^e

édition des Etats Généraux de l'Europe, le grand rendez-vous européen de la société civile, a eu lieu le samedi 10 mars 2012 à Sciences Po Paris. Cette année, le Mouvement Européen-France, organisera son Université d'automne afin que ses membres puissent se retrouver au cours d'une rencontre de travail, propice aux échanges conviviaux. De nombreuses personnalités politiques, venant de France et de l'étranger seront présentes. C'est une occasion unique de se retrouver et de débattre avec des experts et des politiques autour de sujets européens d'actualité.

La Fondation du Crédit Mutuel soutient plus particulièrement le programme Europe.

Institut Français des relations internationales

Premier think tank français, l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). C'est l'un des principaux centres indépendants européens de recherche, de rencontres et de débats sur les questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Institut se distingue en France par son indépendance : il n'est soumis à aucune tutelle administrative et n'est affilié à aucun parti. L'Ifri entend, également, se positionner au cœur du débat européen avec l'ouverture, en 2005 à Bruxelles de Eur-Ifri pour enrichir le débat politique européen.

Le projet soutenu

L'Ifri se fixe quatre objectifs : mener des programmes de recherche pluridisciplinaire; contribuer à l'accroissement du rôle de la société civile dans les relations internationales ; encourager une interaction constructive entre les pouvoirs publics, les milieux industriels et financiers et la communauté des chercheurs ; développer la présence de notre pays dans les enceintes internationales de recherche.

2 : Soutien à la recherche

Prix de la Recherche coopérative

Le Crédit Mutuel organise depuis 2009 le Prix de la Recherche coopérative, en partenariat avec la Revue des études coopératives et associatives – RECMA. Le prix a été créé afin de stimuler la recherche en économie sociale et constituer un lien entre chercheurs et hommes de terrain. Un appel à projet est lancé dans les universités à la fin de l'année universitaire et un jury, essentiellement composé d'universitaires et de spécialistes de la coopération est constitué afin de déterminer les lauréats en fin d'année civile.

Le projet soutenu

Récompenser un mémoire de fin d'étude ou des travaux universitaires de niveaux Master portant sur les entreprises coopératives.

Prix décernés en décembre 2012 :

Loïc Seeberger 1^{er} prix : « *Essai sur le droit coopératif français de ses origines à la Ve République : entre pratique et normes juridiques* ».

Pierre Francoual 2e: « *Droit du travail et de l'emploi*».

Camille Meyer 3^e prix: « *Les finances solidaires comme biens communs durables : étude de cas de la Banque communautaire de développement Palmas (Brésil)* ».

Association RECMA

La Revue des études coopératives a été fondée en 1921 par Charles Gide et Bernard Lavergne. Devenue en 1986 Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA) sa fonction est de diffuser et de susciter des études et recherches en sciences sociales, économiques et juridiques sur les organisations d'Economie sociale en France et dans le monde. Elle constitue ainsi un lien entre chercheurs ou universitaires et praticiens de l'économie sociale. De renommée internationale, elle est imprimée à 900 exemplaires et diffusée dans une trentaine de pays. Seule revue de ce type en France, elle permet de soutenir la recherche universitaire, de donner une visibilité importante à ceux qui publient dans ses pages et permet d'avoir une influence internationale dans une approche française de l'économie sociale. La RECMA est aujourd'hui éditée par l'association RECMA, elle est trimestrielle.

En 2011 et 2012, l'association a considérablement professionnalisé son site Internet qui enregistre environ 6 000 connexions par mois (+34 %). Le nombre d'articles téléchargés s'est accru de 10 % et le nombre d'abonnés à la lettre d'information s'est établi désormais à 1 900, en progression de 1 200 en une seule année. De même, l'association a étoffé la revue qui est passée à 126 pages et obtenu l'agrément de plusieurs centres de recherche, lui permettant ainsi de toucher un plus grand nombre de chercheurs.

Enfin, l'association a été fortement présente dans des manifestations liées à l'économie sociale et plus particulièrement dans une quinzaine de colloques.

Le projet soutenu

Le financement que pourra accorder la Fondation vise à permettre à la revue d'exister. Avec moins de 500 abonnés dans le monde, la revue a besoin du soutien d'un mécène pour subsister.

CERLIS, Centre de Recherche sur les liens sociaux

Le Centre de recherche sur les liens sociaux a été créé en 1994 du rapprochement entre le laboratoire de sociologie de l'éducation, et le Cersof (centre de recherches en sociologie de la famille). Il publie, outre de nombreux ouvrages, une lettre bimensuelle, Cerlis/Actua qui présente les actualités de la recherche et valorise le travail des chercheurs. Le Cerlis s'est engagé en 2010, en collaboration avec le Crédit Mutuel dans une étude qualitative sur les intérêts d'être bénévole. Cette étude confirme que l'engagement associatif est une façon très singulière, pour le citoyen de vivre en société et que le bénévolat peut permettre à l'initiative citoyenne de s'exprimer en offrant un champ d'épanouissement possible à ses acteurs au sein de réseaux sociaux recomposés. Mais cette étude montre surtout que pour le bénévole, un lien plus ou moins fort se met en place entre l'intérêt individuel et les valeurs communes partagées au sein de réseaux associatifs. Cette question est d'autant plus d'actualité que l'année 2013 est l'année européenne de la citoyenneté. D'où la proposition de l'équipe du Cerlis animé par Roger Sue et Jean-Michel Peter de prolonger l'enquête qualitative par une étude quantitative.

Le projet soutenu

Cette étude permettra de mieux connaître les contours de ces nouvelles formes de reliance à l'aide d'une enquête quantitative en ligne pouvant nous renseigner sur les modalités et les caractéristiques actuelles de l'engagement associatif liant liberté individuelle et engagement collectif. Les résultats pourront servir de levier aux décideurs et dirigeants d'associations pour mieux accompagner les bénévoles dans leurs parcours afin de les amener à prendre des responsabilités au sein de collectifs associatifs ou coopératifs.

De même, les représentations de la notion de lien social sont porteuses d'indications et de leviers pour favoriser l'engagement au sein de réseaux mutualistes et coopératifs, notamment les plus jeunes.

France Bénévolat

Reconnue d'utilité publique, France Bénévolat a pour objectif de développer le bénévolat associatif. Pour ce faire, elle s'appuie sur plus de 80 centres départementaux et 250 points d'accueil ouverts aux bénévoles et remplit trois missions :

- 1 : orienter : aider les futurs bénévoles à trouver l'association qui leur convient ;
- 2 : accompagner : aider les associations à bien accueillir, animer et valoriser les bénévoles ;
- 3 : valoriser : faire connaître le bénévolat au grand public et le valoriser.

Dans le cadre de ce troisième point, le Crédit Mutuel et France Bénévolat ont réalisé en 2010, avec le concours de l'IFOP, une enquête quantitative, très rigoureuse d'un point de vue scientifique, sur les différentes formes de bénévolat, dont le bénévolat associatif, croisées par groupe d'âges, par CSP, par niveau de formation et par territoires. Cette étude a permis de poser les bases de connaissances fiables dans ce domaine et de les diffuser en France.

Le projet soutenu

France Bénévolat sollicite la Fondation du Crédit Mutuel pour renouveler cette enquête à l'identique trois années après la première édition pour analyser les évolutions du bénévolat en France, compte tenu en particulier des paramètres qui peuvent avoir eu des impacts :

le contexte économique de crise qui induit un besoin en bénévoles de plus en plus important ;

les actions importantes de France Bénévolat en matière de promotion du bénévolat, toutes catégories confondues ;

le durcissement des conditions de départ en retraite, qui peuvent décourager l'engagement des nouveaux retraités.

Cette nouvelle enquête permettrait aussi d'avoir enfin, en France, le début d'une série historique comparative, comme c'est le cas dans les pays de référence.

L'organisation : comme en 2010, l'IFOP réalise l'enquête, donne les chiffres bruts (réponses aux questionnaires) à France Bénévolat, qui analyse, exploite et rédige un rapport de base sur les principaux enseignements.

Dès fin novembre/début décembre, France Bénévolat travaillera avec l'IFOP, en particulier sur la question du panel (4 000 répondants ?) la réalisation de l'enquête elle-même devrait plutôt se dérouler début 2013.

CERBF

Centre Européen de Recherches en Banque et Finance

Le Centre Européen de Recherches en Banque et Finance existe depuis 1985. Il est dirigé par Blanche Sousi, Professeur à l'Université Lyon 3, titulaire de la Chaire Jean Monnet en Droit bancaire et monétaire européen qui est aussi la directrice de publication de la revue Eurédia, soutenue depuis plusieurs années par la Fondation.

- Historiquement, le Centre a été créé pour permettre à des professionnels pratiquant le droit bancaire et financier européen, de confronter leurs points de vue, leur expérience et leurs connaissances.

Au fil des ans, un large réseau de correspondants s'est ainsi constitué à travers l'Europe, assurant des échanges scientifiques confiants.

- Aujourd'hui, devant la difficulté des citoyens à comprendre l'actualité financière européenne, le Centre a décidé de se fixer également un objectif pédagogique : donner quelques clefs pour comprendre la construction européenne et plus particulièrement celle de l'Union économique et monétaire.

Le projet soutenu

Le projet comporte trois volets :

1°) L'édition d'une lettre informatique trimestrielle « Banque-Notes » dans laquelle les lecteurs trouveront des réponses simples à des questions que beaucoup se posent sur l'actualité bancaire et financière européenne.

2°) L'édition d'une lettre informatique express publiée au fil de l'eau, selon l'actualité : « Banque-Notes Express » permettant par des messages courts et percutants, de pouvoir réagir rapidement à une proposition de texte européen, à une annonce faite par un responsable politique, à une prise de position...

3°) La création d'un site Internet. Ce site sera construit de telle sorte qu'il permette aux internautes d'accéder aux anciens numéros de Banque-Notes et d'en retrouver facilement tous les sommaires. D'autres pages seront créées et alimentées régulièrement dans un souci permanent de pédagogie et de réactivité.

3 : Soutien aux structures de l'économie sociale

Coop FR

L'association

Créée par ses membres en 1968 sous le nom de Groupement national de la coopération (GNC), elle est aujourd'hui la voix de plus de 21 000 entreprises coopératives françaises présentes dans la plupart des secteurs d'activité et du million de salariés qu'elles emploient.

Coop FR est née de la volonté des différentes familles coopératives (coopératives agricoles, coopératives de consommateurs, coopératives de production, coopératives bancaires, etc.) d'assurer la promotion des valeurs et principes coopératifs et de défendre les intérêts des coopératives auprès des pouvoirs publics.

En bref, Coop FR a pour mission de :

- Communiquer, sensibiliser le public, le monde de l'enseignement et de la recherche et les autorités publiques aux spécificités, valeurs et principes coopératifs ;
- Etre un lieu d'échanges pour les différentes familles coopératives, se faire le relais de la réflexion menée en son sein ;
- Agir auprès des autorités publiques pour qu'elles maintiennent le secteur coopératif dans un cadre juridique et financier adéquat.
- Représenter et défendre les intérêts des coopératives sur le plan national et international.

Elle travaille à la reconnaissance des spécificités du statut coopératif par les pouvoirs publics et à celles des entreprises de l'économie sociale dont elle fait partie aux côtés des mutuelles, des associations et des fondations.

Coop FR, les entreprises coopératives est une association à but non lucratif, régie par la loi de 1901. Elle est au service de ses 15 membres et contrôlée par eux.

Le projet soutenu

Soutien à la participation active et à la rédaction de textes, d'argumentaires et d'amendements de la partie relative aux coopératives dans le « projet de loi relative à l'économie sociale et solidaire » annoncé par le gouvernement et prévu pour un débat parlementaire dans les premiers mois de 2013.

Soutien à la parution de la synthèse des actions relatives à l'année 2012 année internationale des coopératives, et dans le prolongement des décisions qui seront prises par l'Assemblée générale de l'ACI en novembre 2012, contribution au lancement de la décennie de développement coopératif.

Conseil National des CRES

Le Conseil national des CRES rassemble les CRES(S) ; il constitue un lieu de concertation permanente et de ressources entre ses membres. Il a pour but d'animer, promouvoir, défendre et représenter les CRES. Dans le respect de la subsidiarité, il leur apporte son soutien et il renforce leur action en élaborant des positions et des propositions communes. Le CNCRES s'est donné 5 axes de travail à moyen terme :

1. Consolider la représentation, au niveau national, des CRES ;

2. Contribuer à la structuration de l'Economie Sociale et Solidaire ;
3. Soutenir la structuration des CRES. et la mutualisation inter CRES ;
4. Connaître, faire connaître et reconnaître l'ESS en région ;
5. Favoriser le développement de l'action au service de l'innovation sociale.

En plus de leurs activités régionales, les Chambres régionales d'économie sociale organisent, au mois de novembre un mois de sensibilisation à l'économie sociale qui est décliné dans chaque région de France. Du matériel pédagogique et une coordination importante ont été nécessaires. Plusieurs Fédérations régionales du Crédit Mutuel sont régulièrement partenaires des manifestations locales des Chambres Régionales de l'Economie Sociale. Cela doit permettre le développement d'un secteur qui apporte des réponses aux enjeux actuels de la société : relocalisation de l'économie, sauvegarde des milieux ruraux et quartiers urbains défavorisés, maintien de l'activité industrielle par la reprise d'entreprises par les salariés, création d'emplois ; et qui porte les germes des réponses aux enjeux à venir : développement de nouvelles filières respectueuses de l'environnement dans le domaine de la construction ou des énergies ou encore réponses au vieillissement de la population.

Après avoir conduit des travaux pour faire connaître et reconnaître l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) sur les plans statistique et économique, le CNCRES et les CRES ont soutenu en 2012 la création du premier Code réunissant les principaux textes juridiques et fiscaux des différentes structures qui composent l'ESS. Cet ouvrage est paru au moment où le gouvernement s'est doté d'un ministère délégué à l'ESS. Il devrait faire référence pour tous les travaux qui seront conduits au sein de ce ministère, en particulier sur l'aspect de la législation.

La fin de l'année 2012 a été consacrée au travail collectif centré sur le « projet de loi relative à l'économie sociale et solidaire » qui sera débattu au cours du premier semestre 2013.

Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale (CJDES)

Le CJDES est un lieu d'échanges de réflexion et d'expériences qui permet à ses membres, issus de toutes les familles de l'économie sociale, d'agir plus efficacement dans leurs activités et d'en anticiper les évolutions. Ses objectifs sont tripartis :

- Promouvoir les valeurs et les acteurs de l'économie sociale dans toutes leurs composantes
- Constituer un lieu ouvert et transversal de réflexion collective et de concertation ;
- Préparer l'avenir en élaborant des outils innovants capables de répondre aux enjeux majeurs de la société.

Cette association a créé le bilan sociétal, un auto - diagnostic sur la diversité dans les entreprises et a initié un observatoire de la gouvernance que le Crédit Mutuel accompagne plus particulièrement avec ses Fédérations régionales.

Le CJDES est régulièrement sollicité pour intervenir sur les sujets de l'évaluation des performances, la gouvernance, la RSE et l'audit social. Il est notamment en contacts réguliers avec l'Afnor concernant l'application de la norme Iso 26000, l'Association des régions de France (ARF) en ce qui concerne le rôle des coopératives, des mutuelles et des associations dans les régions et intervient dans le cadre d'un développement des outils d'évaluation. Le Crédit Mutuel est ainsi très fréquemment sollicité pour témoigner de ses pratiques. Il est récemment intervenu dans le cadre de Convergences 2015.

Un partenariat avec d'autres entreprises coopératives et mutualistes est en construction pour réaliser avec l'Afnor l'expérimentation d'une norme Iso 26000 de territoire en Seine-et-Marne. Ce projet porté par le Conseil Général du Val-de-Marne (77) sera piloté par la chaire ESS de l'université de Marne-la-Vallée. Cette expérimentation aura deux volets : la réalisation d'un guide d'utilisation et son application sur un territoire.

Des sessions de formation pour les nouveaux cadres dirigeants des entreprises de l'ES sont développées (prochaine session le 23 novembre) ainsi qu'un cycle de rencontres intitulé « un parcours, un engagement » dont l'objectif est de susciter et fédérer les initiatives et les ambitions. Ce cycle sera inauguré le 24 octobre.

4 : Actions de solidarité

Fédération nationale des Crepi

Les CREPI - Clubs Régionaux d'Entreprises Partenaires de l'Insertion - sont des associations à but non lucratif, créés en 1993. Véritables passerelles entre les personnes en recherche d'emploi et l'entreprise, les CREPI ont pour objectif de réaliser des insertions durables. La Fédération nationale représente, anime et développe le réseau, tout comme elle mutualise les actions.

Au quotidien, les 14 CREPI que compte le réseau mettent en relation des demandeurs d'emploi avec des entreprises par le biais d'actions collectives variées ou par un accompagnement individuel spécifique qui facilite l'accès à la formation et/ou à l'emploi.

Ce travail de terrain s'effectue en étroite collaboration avec les 900 entreprises membres du réseau et les acteurs institutionnels et associatifs des politiques de l'emploi et de la cohésion sociale.

En 2010, 2 700 personnes éloignées de l'emploi ont été orientées vers les CREPI. 1 700 d'entre elles ont bénéficié d'un accompagnement spécifique dont plus de moitié (53 %) a trouvé un emploi. Ces résultats ont été rendus possibles grâce à l'augmentation importante du nombre d'entreprises impliquées en faveur de l'insertion des publics éloignés de l'emploi.

Le projet soutenu

« L'Odyssée des Crepi vers l'emploi » est un événement annuel qui depuis 2010 facilite la rencontre directe entre responsables d'entreprises et demandeurs d'emplois afin de soutenir ces derniers dans leur démarche de recherche d'emploi. Chaque année, 1 500 personnes se retrouvent sur les 15 sites des Crepi répartis sur le territoire français et sont mis en relation avec des responsables d'entreprises dans un climat de confiance propice à la réinsertion des personnes éloignées de l'emploi.

Passeport Avenir

Créée en 2005, l'association Passeport Avenir est née du constat que les entreprises ont un rôle à jouer dans l'accès des jeunes issus de milieux modestes aux filières d'excellence de l'enseignement supérieur. 15 entreprises se sont aujourd'hui associées à plusieurs ministères, sur tout le territoire, pour mettre en place cet accompagnement à la fois humain et matériel. En effet, obtenir un diplôme d'une grande école est en France un élément déterminant pour accéder à l'emploi dans les meilleures conditions. Or les jeunes issus de milieux modestes, en raison de discriminations persistantes, et d'un déterminisme social, géographique et culturel, sont peu représentés dans ces formations, même s'ils en ont le potentiel.

Les objectifs de cette association dont le développement va croissant d'année en année sont :

- accompagner dès la classe de première des jeunes issus de milieux modestes ;
- renforcer leur réseau pour leur faire découvrir l'entreprise;
- aider ces jeunes à construire leur projet professionnel ;
- faire prendre conscience de l'importance de l'anglais ;
- lutter contre les freins matériels et financiers ;
- œuvrer concrètement pour que la diversité de la société française soit représentée ;
- créer des exemples de réussite, scolaire puis professionnelle.

Le projet soutenu :

La Fondation du Crédit Mutuel est doublement présente dans ce projet : au titre de soutien à l'action globale et plus particulièrement en participant à la lutte contre les freins matériels et financiers. Au mécénat financier, il ajoute un mécénat de compétence en proposant aux jeunes étudiants d'assister à des ateliers de financement. Le Crédit Mutuel, via la direction du développement, puis la Fondation participe à ce projet depuis 2007 et les Fédérations sont associées à ce partenariat.

Prix de la Solidarité Sélection – France Bleu

Le **Prix de la Solidarité** a été créé, en 2003 par le magazine **Sélection Reader's Digest** en partenariat avec l'antenne de radio **France Bleu**, pour promouvoir et mettre au - devant de la scène des associations qui travaillent sur le terrain au plus près des hommes et des femmes. Tout au long de l'année, les lecteurs et les auditeurs font connaissance avec les bénévoles de ces associations, qui seront récompensées par le Prix de la Solidarité, au travers d'articles publiés sur le site internet du magazine Sélection à la rubrique « Solidarités » et accompagnés de vidéos réalisées par La Chaîne du Cœur disponibles sur www.lachaineducoeur.fr. France Bleu, quant à elle, relaie ces portraits sur ses antennes nationales et régionales.

Palmarès 2012 :

1er Prix : Vagdespoir

2ème Prix : Association AuditionSolidarité.org

3ème Prix : Association Simon de Cyrène

Le projet soutenu

Récompenser dix associations à caractère humanitaire, portés par des bénévoles engagés. Les lecteurs du magazine Sélection, les auditeurs de France Bleu et tous ceux qui souhaitent soutenir l'engagement humanitaire font leur choix en votant.

Les associations bénéficiaires de ce prix seront connues en octobre prochaine. 1 association est présentée chaque mois dans les pages du Reader's Digest et sur le site Internet.

Ensemble, reconstruisons Haïti

- Face à l'ampleur des dégâts provoqués par le séisme du 12 janvier 2010, le Crédit Mutuel a mobilisé ses forces vives pour exprimer sa solidarité à la population haïtienne. La reconstruction et la restauration de l'activité économique et sociale étant les défis majeurs, le Crédit Mutuel a choisi de privilégier des actions concrètes : des réponses à des situations de précarité, mais aussi des projets de construction sur un plus long terme.
- Pour ce faire, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel bénéficie de deux atouts lui permettant d'intervenir utilement dans le pays : une Fédération Antilles - Guyane en contact direct avec la réalité haïtienne ; une association bénéficiaire : « Saint Martin Avenir et développement » qui intervient déjà depuis plusieurs années en Haïti et dispose de sérieux relais sur le terrain.
- Dans un premier temps, le Crédit Mutuel a apporté son soutien à la reconstruction de l'Hôpital français et à pris en charge pendant toute une année les salaires du personnel, permettant ainsi à l'hôpital de poursuivre son activité. Dans un second temps, il a lancé un chantier de construction d'un nouveau quartier d'habitations à Lafiteau. En juillet 2012, 38 des 154 logements devant constituer cette ville nouvelle, ont été inaugurés et livrés. La mobilisation du Crédit Mutuel continue.

Hôpital français de Port-au-Prince

Situation de l'Hôpital français à la suite du séisme

Depuis 2005, l'Hôpital français effectuait régulièrement des travaux de mise aux normes anti - sismiques de ses bâtiments. Ainsi, lorsque le séisme a détruit une partie de la ville, l'hôpital a été relativement épargné. Seuls des bâtiments annexes comme la cuisine, les lieux de stockage et le mur d'enceinte se sont partiellement effondrés. Cette situation nécessitait des interventions rapides, mais ne bloquait pas le fonctionnement de l'établissement. De fait, à la suite du séisme, l'Hôpital français de Port-au-Prince a été l'une des seules structures sanitaires qui a continué à accueillir des patients. Tout au long de cette période de crise, il jouera aussi un rôle d'accueil et de soins d'urgence tout comme il servira de pôle logistique pour la distribution de médicaments sur l'ensemble du pays.

Rapidement, l'hôpital se trouve néanmoins confronté à d'importantes difficultés. Le fragile équilibre budgétaire sur lequel il se fondait est emporté avec le séisme. La population ne peut plus payer et les stocks de médicaments sont distribués gratuitement en première urgence. Parallèlement, les sociétés d'assurance qui couvraient les frais de certains malades ne sont plus en mesure de payer rapidement l'hôpital. Il faudra attendre près de 6 mois pour recevoir les remboursements d'actes pratiqués fin 2009.

Répondre à une situation d'urgence

Face à une telle situation, la réactivité du Crédit Mutuel a permis de sauver l'Hôpital français en finançant pendant une année son fonctionnement. En contrepartie, l'hôpital s'engageait à fournir à ses patients des soins gratuits pendant 4 mois et à adopter une tarification bonifiée dès le 5^e mois. Ce financement d'urgence était primordial à plusieurs titres pour :

- permettre à l'établissement de conserver son autonomie ;

- continuer à accueillir les patients ;
- maintenir l'emploi et au-delà l'activité économique.

Les dons ont sauvé 170 emplois et autant de familles comprenant en moyenne 6 à 8 personnes qui ont pu se nourrir, soit près de 1 200 personnes.

Mener une action dans la durée

Pour faire sens, cette intervention dans l'urgence devait toutefois s'intégrer à une action durable. Pour cette raison, un plan de rénovation de l'hôpital, doublé d'un programme de construction de 154 logements à Lafiteau, a été mis en place.

La reconstruction et l'aménagement de l'Hôpital français s'est étendue sur une durée plus longue que prévue, sans pour autant affecter l'accueil des patients. 1 an après le séisme, l'hôpital a retrouvé son « rythme de croisière » avec un taux d'occupation supérieur à 95 % et finance son fonctionnement. En revanche, les nombreuses répliques intervenues à la suite du séisme du 12 janvier ont fragilisé les bâtiments déjà touchés, rendant inutile la rénovation. Ainsi, la rénovation du pavillon B s'est transformée en reconstruction, impliquant un allongement du calendrier et des coûts supplémentaires.

Comme le montre le tableau joint, 2 des 10 bâtiments, le pavillon Dominique et le pavillon B ont été démolis pour être reconstruits et bénéficier de nouvelles fonctionnalités. Un nouveau bâtiment, le Pavillon dialyse, verra le jour.

Au terme de plus de deux ans de travaux, l'Hôpital français est reconstruit et agrandi : 24 lits supplémentaires qui font de lui, avec 64 lits, le plus gros hôpital privé de la ville et le 2^e hôpital après l'Hôpital général, 1 unité de pédiatrie, une salle d'opération, un centre de dialyse, des bureaux administratifs repensés et du matériel renouvelé. La tâche à accomplir reste encore importante tant du point de vue administratif (numérisation des archives à faire) que du point de vue de l'équipement (besoin de collecter de l'argent pour renouveler certains équipements obsolètes et acquérir des outils performants).

QUELQUES REPÈRES HISTORIQUES

- 1878 : fondation de l'Asile Hôpital pour aider les expatriés français en difficulté en Haïti
1895 : achat du terrain où se trouve une vieille bâtisse qui prend le nom de l'Asile Français
1921 : l'institution est reconnue d'utilité publique
1944 : l'ambassade de France cesse ses dons à l'Hôpital français
1973 : départ des dernières religieuses et fermeture de l'Asile
1984 : le Consulat de France met fin à ses subventions, considérant que les Français nécessiteux ne vont plus à l'Hôpital
1985 : les dons permettent de construire le gros œuvre du pavillon Killick
1989 : incendie le 4 juin et destruction du bâtiment principal. Enormes dégâts
1990 : reconstruction
1991 : ouverture de nouveaux services médico - techniques pour tous les publics
1993 : juillet : Bernard Martinod devient nouveau Président du Conseil d'administration
décembre : le CA charge le Président d'assumer la charge de Directeur général
1995 : travaux de réaménagement
1998 : financement du ministère de l'Intérieur pour accueillir policiers et dépendants
1999 : nouveaux travaux d'aménagement et d'agrandissement
2002 : l'hôpital en difficulté budgétaire. J-P. Fischer commence la collecte de dons.
2003 : travaux de réaménagement grâce à J-P. Fischer + subvention de la région
2004 : la SEMSAMAR (Société d'économie Mixte de Saint-Martin) envoie près de 200 000 euros pour construire 12 chambres
2005 : signature d'un protocole de financement avec la coopération française, l'établissement est progressivement mis aux normes anti - sismiques
2006 : la région apporte 60 000 euros supplémentaires pour réhabiliter l'HFP
2007 : agrandissement du laboratoire, création d'une salle de formation, fin du gros œuvre du pavillon Killick, transformation du dispensaire en clinique, réaménagement du pavillon B
2009 : nouveau don de la SEMSAMAR
2010 : séisme le 12 janvier suivi de multiples répliques

FONCTIONNEMENT DE L'HÔPITAL FRANÇAIS

L'hôpital est géré par une association à but non lucratif qui assure son fonctionnement avec les mutuelles et les malades payants, avec une unité d'accueil des patients défavorisés.

Ce dispositif lui permet de mettre à disposition de la population défavorisée un service de soins à faible contribution et un service de consultations externes gratuit.

Coût : 350 000 €

CARACTERISTIQUES DE L'HÔPITAL :

10 bâtiments
170 salariés
40 chambres, 63 après la reconstruction

Services fournis :

Chirurgie, médecine interne, pédiatrie, obstétrique, orthopédie, clinique externe, urgences, urologie, orl, chirurgie maxillo-faciale, dialyse.

PDG : Bernard Martinod

FINANCEMENT DE LA RECONSTRUCTION

Crédit Mutuel
Saint-Martin Avenir et Développement
Conseil régional de la Guadeloupe, Guyane et Martinique
SEMSAMAR (sté d'économie mixte de Saint Martin)
Conseil régional SIMKO

MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE :

Société ACO présidée par Jean-Paul Fischer qui assure le suivi technique, administratif et financier de l'opération à titre bénévole.

Cabinet d'architecte : Joan Fomi

Hôpital français de Port-au-Prince

Bâtiments	Caractéristiques et fonctions	Dégâts liés aux séismes	Travaux à entreprendre Achats à faire
Clinique externe	Construction 2007 aux normes	-	-
Pavillon sécurité et portier		-	-
Pavillon A (R+1)	Administration, pharmacie, accueil, 40 chambres	-	6 chambres déjà en cours de rénovation Installation d'un ascenseur
Pavillon radiologie	Construction en 1990	-	-
Pavillon Killick (R+1)	Rdc : Urgences, 3 salles d'opération, une salle de réveil, 1 salle pour la petite chirurgie, 1 salle de repos pour les médecins, un bureau infirmières, 1 laboratoire. 1 ^{er} étage : bureau Pdg, salle du CA, bureaux des responsables, 1 salle de formation et un appartement gros œuvre à faire.	-	-
Pavillon B (R+1)	Rdc : Réserve, pharmacie, économat, local pour la stérilisation, vestiaires, une chambre pour les responsables de la maintenance. 1 ^{er} étage : chapelle + chambres pour les infirmières.	Aile Nord-Ouest : 3 poteaux ont flambé. Cuisine, local de stérilisation, 3 chambres d'infirmières non utilisables. Mur de clôtures et local des génératrices tombés. Matériel du laboratoire, de la radiologie et de l'administration hors service	Démolition puis reconstruction avec mise aux normes anti-sismiques ; Remplacement du matériel détruit ; 1 génératrice, 3 transformateurs ; 1 appareil compte globules ; Réalisation d'une unité de pédiatrie de 8 chambres (nouveau).
Ancienne maison (R+1)	Rdc : buanderie 1 ^{er} étage : service comptabilité		
Ancienne maison (RdC)	Salle de repassage + vestiaires hommes		
Cafétéria	Bâtiment partiellement incendié en 1989		A démolir
Pavillon Dominique	Désaffecté depuis 3 ans	détruit	Démolition et évacuation des gravats. Construction d'un Rdc pour l'administration et l'accueil des blessés et malades. Rdc : Accueil du personnel administratif ; Accueil des urgences ; Administration de l'établissement ; Bureaux médecins et infirmières en chef ; Accueil des familles. 1 ^{er} étage : 18 chambres, salle de soin, local pharmacie, local dépôt.
Pavillon dialyse (projet)	Tous les centres de dialyse ont été gravement endommagés.		Nouveau bâtiment

Programme de construction de 154 logements à Lafiteau

Origine du projet : partenariat entre l'Hôpital français de Port-au-Prince et l'Association Saint-Martin Avenir et Développement (ASMAD) pour créer une ville nouvelle destinée au personnel de l'Hôpital français.

Localisation : 10 kms au Sud de Port-au-Prince. Près de Tytanin (8 000 habitants). Sur le site de l'implantation, il existe déjà un ensemble scolaire de 140 élèves allant de la maternelle à la sixième. Une extension est en cours et la construction d'un collège et d'un lycée est programmée. Ces travaux ont été financés par l'ASMAD, l'Ambassade de France au titre de la coopération et la fondation Nouveaux Horizons de Monsieur Martinod.

Caractéristiques du projet :

Il s'agit d'un projet citoyen visant à la création d'une entité de logements à caractère social. Ces logements deviendront propriété des familles dans le cadre d'un contrat à accession différée. Les copropriétaires seront progressivement responsables de la gestion de l'ensemble immobilier. L'objectif est de faire participer la famille à l'accession à la propriété en prenant en compte ses ressources et en appelant à son sens de la responsabilité. Le montant de la participation au financement a été arrêté à 10 % de ses ressources. Cette contribution sera versée à l'organisme gestionnaire et le produit de cette participation sera affecté à la construction de nouveaux logements.

Une association de copropriétaires sera créée et prendra progressivement en charge la gestion de l'ensemble immobilier.

Il s'agit d'une démarche citoyenne de responsabilisation des acquéreurs.

Caractéristiques des habitations :

- 150 logements sur un ensemble foncier de 7 hectares ;
- Une surface moyenne de 77 m² (T3 de type social) ;
- Logement en bande, type maison de ville ;
- Spécificités locales et mode de vie pris en compte ;
- Mêmes normes anti-sismiques et anti-cycloniques que dans les Antilles françaises (construction en béton banché.)

Originalité du projet :

Il s'agit d'un système de production de logements sociaux qui participe à la reconstruction du pays et qui responsabilise les familles : un schéma totalement nouveau en Haïti qui pourrait avoir valeur d'exemple.

Cette opération permet aussi de fidéliser le personnel fortement sollicité par les ONG qui offrent des salaires plus rémunérateurs.

Plan :



Maîtrise d'ouvrage : la société Aco, à titre bénévole (Gérant : Jean-Paul Fischer)

Maîtrise d'œuvre : projet architectural réalisé à titre gratuit par le cabinet Joseph Moughames et maîtrise d'œuvre d'exécution par l'agence FOMI. Joan Fomi étant haïtienne d'origine elle a accepté cette mission pour 1 % du coût estimé.